

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DE DIOP DE DAKAR

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION



**CONFERENCE DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE
ECONOMIQUES ET DE GESTION EN AFRIQUE**



*PROGRAMME DE TROISIEME CYCLE INTER-UNIVERSITAIRE EN
ECONOMIE (P.T.C.I)*

11^{ème} Promotion (2004-2006)

Mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)

Thème :

INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET CROISSANCE ECONOMIQUE :

LE CAS DU SENEGAL

Présenté et soutenu par

Papa Ousseynou NDIAYE

Spécialité : Macroéconomie

Option : Economie Internationale

Sous la direction du

Professeur Birahim Bouna NIANG

Agrégé des Facultés de Sciences

Economiques et de Gestion

Membre du Jury :

Professeur Ibrahima Thioune DIOP

Juin 2007

DEDICACES

Je dédie ce travail

- A la mémoire de mon Père
- A ma mère
- A mes Frères et Sœurs
- Et à tout le reste de la famille

REMERCIEMENTS

Je commence d'abord en rendant grâce à DIEU qui m'a permis d'atteindre ce niveau d'études.

J'adresse ensuite des remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de ce travail.

Je citerai, en premier lieu, le Professeur Birahim Bouna Niang qui a, bien voulu, accompagné mes premiers pas dans le domaine de la recherche malgré ses multiples sollicitations.

Je remercie également le Professeur Ibrahima Thioune Diop de sa disponibilité pour s'associer à l'évaluation de ce travail.

Je remercie l'ensemble des enseignants de la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Je citerai, en particulier le Professeur Moustapha Kassé, Directeur national du PTCL.

Je remercie aussi Mr. Modou Marone et Mr Sidy Kane assistants à la FASEG.

Je remercie Aissata Aw et Astou Lissa Ndiaye

Mes remerciements vont également à tous mes amis.

Table des matières

| | |
|------------------------------------|---|
| Introduction Générale | 1 |
|------------------------------------|---|

CHAPITRE I : Performances Macroéconomiques et Investissement Direct Etranger au Sénégal

| | |
|---|---|
| I. L'évolution des indicateurs macroéconomiques du Sénégal sur la période étudiée | 4 |
|---|---|

| | |
|---|---|
| <i>1. Les grandes phases de la croissance</i> | 4 |
|---|---|

| | |
|--|---|
| <i>2. La contribution à la croissance du PIB</i> | 7 |
|--|---|

| | |
|---|---|
| II. Les investissements directs étrangers au Sénégal..... | 9 |
|---|---|

| | |
|--|----|
| <i>1. L'évolution des IDE au Sénégal</i> | 11 |
|--|----|

| | |
|--|----|
| <i>2. L'origine des IDE au Sénégal</i> | 16 |
|--|----|

| | |
|---|----|
| <i>3. Les politiques d'attraction de l'investissement direct étranger</i> | 19 |
|---|----|

| | |
|--|----|
| <i>3.1. La politique de l'APIX</i> | 19 |
|--|----|

| | |
|--|----|
| <i>3.2. La politique de promotion l'investissement privé local</i> | 20 |
|--|----|

| | |
|---|----|
| <i>3.3. Le conseil présidentiel de l'investissement</i> | 20 |
|---|----|

CHAPITRE II : Revue de la Littérature

| | |
|-----------------------------|----|
| I. L'analyse théorique..... | 22 |
|-----------------------------|----|

| | |
|---|----|
| <i>1. L'IDE et le développement du commerce extérieur</i> | 23 |
|---|----|

| | |
|---|----|
| <i>2. L'effet de l'IDE sur le développement des ressources humaines</i> | 25 |
|---|----|

| | |
|--|----|
| <i>3. L'effet de l'IDE sur l'investissement domestique : crowding in ou crowding out ?</i> | 27 |
|--|----|

| | |
|------------------------------|----|
| II. L'analyse empirique..... | 28 |
|------------------------------|----|

| | |
|--|----|
| <i>1. Les afflux de capitaux extérieurs : moteur de la croissance économique</i> | 28 |
| <i>2. Les afflux de capitaux extérieurs : les limites</i> | 37 |

CHAPITRE III : Méthodologie et Résultats

| | |
|--|----|
| I. La méthodologie de travail..... | 44 |
| 1. Le modèle..... | 45 |
| 2. <i>La spécification du modèle</i> | 46 |
| 3. <i>La méthode d'estimation</i> | 47 |
| II. Les résultats de la régression et recommandations de politiques..... | 49 |
| 1. <i>L'estimation de l'équation</i> | 49 |
| 2. <i>Les recommandations de politiques</i> | 51 |
| Conclusion Générale | 56 |
| Bibliographie | 58 |

Sigles et abréviations

BTP Bâtiments et Travaux Publics

CNUCED: Conférences des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

FMN: Firmes Multi-Nationales

IDE: Investissement Direct Etranger

MENA Pays de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient

MERD: Missions Economiques Régionales de l'Ambassade de France au Sénégal

OCDE : Organisation de Coopération et Développement Economiques

PIB Produit Intérieur Brut

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PMI : Petites et Moyennes Industries

PSEM : *Pays du Sud Est de la Méditerranée*

UE : Union Européenne

UEMOA: Union Economique et Monétaire Ouest -Africaine

RESUME

Ce travail cherche à étudier l'apport des flux de capitaux étrangers, notamment l'investissement direct étranger sur la croissance économique de long terme du Sénégal.

Nous avons fait l'étude sur la période allant de 1980 à 2003. Cette période correspond à la phase d'adoption de la politique de libéralisation de l'économie sénégalaise.

Après une revue des théories existant, nous avons construit, pour notre étude empirique, un modèle à équations simultanées pour mettre en exergue l'interaction entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique.

Nous avons trouvé une causalité inverse entre la croissance économique et l'IDE. Cependant aucune de ces deux variables n'a un impact significatif sur l'autre.

Ce faible lien s'explique, pour nous, par le niveau très faible de l'IDE au Sénégal, c'est dans ce sens que nous terminons l'étude en proposant des mesures afin de rendre plus attractif l'environnement des affaires au Sénégal pour attirer beaucoup plus de flux d'investissement étranger.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Au début des années 1980, la recherche sur les déterminants de la croissance économique a suscité de nouveau un intérêt chez les économistes. Les théories de la croissance endogène ont stimulé les recherches visant à identifier les principaux facteurs explicatifs des différences de taux de croissance économique entre les pays. De telles recherches ont montré que l'accumulation de capital physique constitue l'un des principaux fondements de la croissance économique. Bien que dans le court terme, la relation entre l'investissement et la croissance économique ait tendance à être faible, dans le long terme cependant, le taux d'investissement s'avère être fortement corrélé à la croissance économique¹.

Un pays fait appel aux capitaux étrangers si l'épargne nationale ne peut pas financer l'investissement domestique. Ces capitaux constituent alors l'excédent financier du reste du monde, donc l'épargne étrangère.

Dans les années 1950 et 1960, les flux d'investissement direct étranger (IDE) à destination des pays en développement (début de leur accession à l'indépendance) étaient très faibles. Cela s'explique par le fait que, pour des raisons politiques, beaucoup de décideurs considéraient l'IDE comme une menace réelle et un facteur de dominance pouvant porter atteinte à la souveraineté nationale nouvellement acquise (Alaya, 2004)

Aujourd'hui, la donne a changé, puisque la plupart des pays se sont orientés vers l'attraction et la promotion de l'investissement international. Il y a même presque un consensus concernant les effets bénéfiques de l'IDE sur les économies d'accueil.

Ce changement d'attitude a été, en partie, rendu possible grâce à un environnement économique mondial de plus en plus libéral, et une littérature économique abondante vantant les mérites de l'IDE. En effet, plusieurs spécialistes (Caves, 1996 ; Dunning, 1993 ; Graham et Krugman, 1995 ; Moran, 1998 ; Lall, 2000 ; Chinn et Ito, 2002, etc .) accordent à l'IDE une place importante dans le développement économique.

1 - Levine et Renelt, 1992, pour la relation de long terme. Easterly, 1997, pour la relation de long terme.

Les arguments avancés sont : (1) Les flux d'IDE peuvent accroître la formation de capital et la création de l'emploi ; (2) L'IDE peut promouvoir les exportations manufacturières ; (3) L'IDE peut fournir ,aux pays hôtes, des ressources spéciales tel que le savoir-faire en management, le travail qualifié, l'accès à des réseaux internationaux de production et de distribution ; et, en fin, le plus important (4) L'IDE peut engendrer un transfert de technologie et une diffusion des externalités positives (voir Alaya M., 2004 ; Lipsey R. & Sjöholm F., 2004)

Les niveaux d'épargne et d'investissement, souvent très bas, combinés au déclin des prêts qui sont alloués aux Pays en Développement, font que l'investissement direct étranger est devenu une source de financement privilégiée pour un très grand nombre de Pays en Développement (Diédhiou, 2005)². En effet, plusieurs organismes internationaux, des politiciens, et une large majorité des économistes, présentent l'IDE comme une sorte de remède miracle pour les « problèmes chroniques » des PED. Son effet positif sur la croissance économique, est presque devenu conventionnel, comme en témoignent les efforts déployés par plusieurs pays pour attirer autant que possible l'IDE et la concurrence que se sont livrés ces mêmes pays pour accaparer d'importants flux d'investissement international.

Du moins sur le plan théorique, les effets bénéfiques potentiels de l'IDE sont considérés comme substantiels. En effet, les bénéfices des IDE se concrétisent non seulement par des entrées de capitaux pour le pays hôte, mais aussi, par un apport de technologie et de savoir faire ainsi que par l'accès à de nouveaux marchés. Autrement dit, grâce aux effets spillovers qui se manifestent à différents niveaux, l'IDE peut contribuer d'une façon active à la croissance et au développement économique.

Cela dit, le Sénégal, depuis les années 1980, a adopté une politique libérale dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Dans ce sens, plusieurs politiques ont été élaborées afin d'attirer une entrée forte de flux de capitaux étrangers tel que l'investissement direct étranger. On peut citer, par exemple, la modification du code du travail en rendant plus souples les conditions de licenciement, l'application d'un nouveau code des investissements et l'instauration d'un conseil présidentiel sur l'investissement (c'est un cadre de concertation entre gouvernants et investisseurs nationaux et internationaux).

- 2 - Léondre Sylvain (2005), « Les déterminants de l'investissement direct étranger au Sénégal », Institut Africain de Développement Economique et de Planification, Dakar, Sénégal.

Ces politiques ont contribué à augmenter le montant des investissements étrangers, bien que ce montant est toujours très faible.

Dès lors il s'agit de voir si ces flux d'IDE ont réellement contribué à la croissance économique du Sénégal d'autant que le Pays a enregistré une croissance économique annuelle moyenne de 2.6% sur la période d'étude qui va de 1980 à 2003 (DPS,2004.)³

L'objectif de notre travail est d'essayer d'étudier l'impact de l'IDE sur la croissance économique sénégalaise de long terme.

Cette étude nous semble nécessaire, vu l'absence de recherches (à notre connaissance), expliquant la relation entre l'Investissement direct étranger et la croissance économique au Sénégal dans un cadre méthodologique bien déterminé.

Notre hypothèse fondamentale prône l'existence d'une interaction positive entre l'IDE et la croissance économique.

L'investissement direct étranger peut stimuler certaines variables qui, à leur tour, vont propulser la croissance économique.

Nous avons collecté les données du travail au niveau de l'APIX et de la Direction de la Prévision et de la Statistique.

Pour étudier cela, nous avons construit un modèle à équations simultanées. Les équations sont estimées par la méthode des Doubles Moindres Carrés sous le logiciel EVIEWS.

Le travail est divisé en trois chapitres :

- Le chapitre I : Performances macroéconomiques et Investissement Direct Etranger
- Le chapitre II : Revue de la littérature
- Le chapitre III : Méthodologie et Résultats

- 3 - Direction de la Prévision et de la Statistique (2004), Comptes économiques nationaux du Sénégal. Cette direction est devenue, dans le premier trimestre de l'année 2007, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie.

Chapitre I PERFORMANCES MACROECONOMIQUES ET INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER AU SENEGAL

Le premier chapitre de notre travail va à faire un exposé des indicateurs de performances macroéconomiques et de la situation de l'investissement direct étranger au Sénégal. Rappelons que la période d'étude va de 1980 à 2003.

I) L'évolution des indicateurs macroéconomiques

Sur la période 1980 2003, l'économie sénégalaise a connu un taux de croissance tendancielle⁴ en volume de 2.7% selon la DPS. Cette croissance du PIB est surtout à mettre à l'actif du secteur secondaire qui a connu une progression de 3.5% en volume sur la période considérée. Le secteur tertiaire vient en seconde position avec une hausse de 2.7% alors que la croissance du secteur primaire est établie à 1.5%.

Le niveau de recouvrement des taxes nettes, quant à lui, a cru de 3.1 % sur la période (DPS, 2004).

Cette partie sera divisée en deux sous parties à savoir : les grandes phases de la croissance et les contributions à la croissance du PIB.

1) *Les grandes phases de la croissance*

L'évolution du PIB en termes réels a permis de scinder notre période d'analyse en trois sous périodes qui sont les suivantes : la sous période 1980-1987, celle 1988-1994 et la sous période 1995-2003. Les résultats obtenus, en termes réels de variations du PIB aux prix constants de 1999, sur ces sous périodes retenues sont résumés dans le tableau 1.

- 4 - Le taux de croissance tendancielle est la pente de la droite de corrélation obtenue par la méthode des moindres carrés après avoir rendu linéaire la par la fonction LN

Tableau 1 : Taux de croissance moyen des secteurs d'activités par période

| Périodes | taux de croissance moyen PIB | taux de croissance moyen Primaire | taux de croissance moyen Secondaire | taux de croissance moyen Tertiaire |
|-------------|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| 1980 - 1987 | 3.0% | 5.1% | 4.1% | 2.4% |
| 1988 - 1994 | 1.1% | -0.4% | 2.2% | 1.6% |
| 1993 - 2003 | 4.3% | 2.8% | 4.7% | 4.6% |
| 1980 - 2003 | 2.6% | 1.5% | 3.5% | 2.6% |

Source : DPS

1. De 1980 à 1987, l'économie Sénégalaise a été assez performante avec un taux de croissance annuel moyen de 3%. Cette tenue de l'économie s'explique par une bonne croissance moyenne de 5.1% du secteur primaire mais aussi du secteur secondaire qui se situe à 4.1% (DPS, 2003).

Cette période retenue a coïncidé avec le début de l'application des programmes d'ajustement structurel qui, entre autres, prônaient le désengagement de l'Etat des activités marchandes et la mise en place de la nouvelle politique industrielle (NPI).

2. De 1988 à 1994, nous notons un ralentissement de l'activité économique avec un taux de croissance moyen annuel de 1.1%.

Le secteur Primaire a fortement chuté avec un taux de croissance de - 0.4%, le tertiaire a aussi faiblement progressé avec une hausse de 1.6% au moment où le secteur secondaire s'est plus ou moins bien comporté avec 2.2% de croissance.

L'inefficacité des programmes d'ajustement structurel appliqués jusque là et la survenue de la dévaluation ont eu des conséquences néfastes. En effet, le manque de compétitivité et l'inefficacité de ces programmes ont aggravé la situation économique de toute la sous région et du Sénégal en particulier (DPS, 2004).

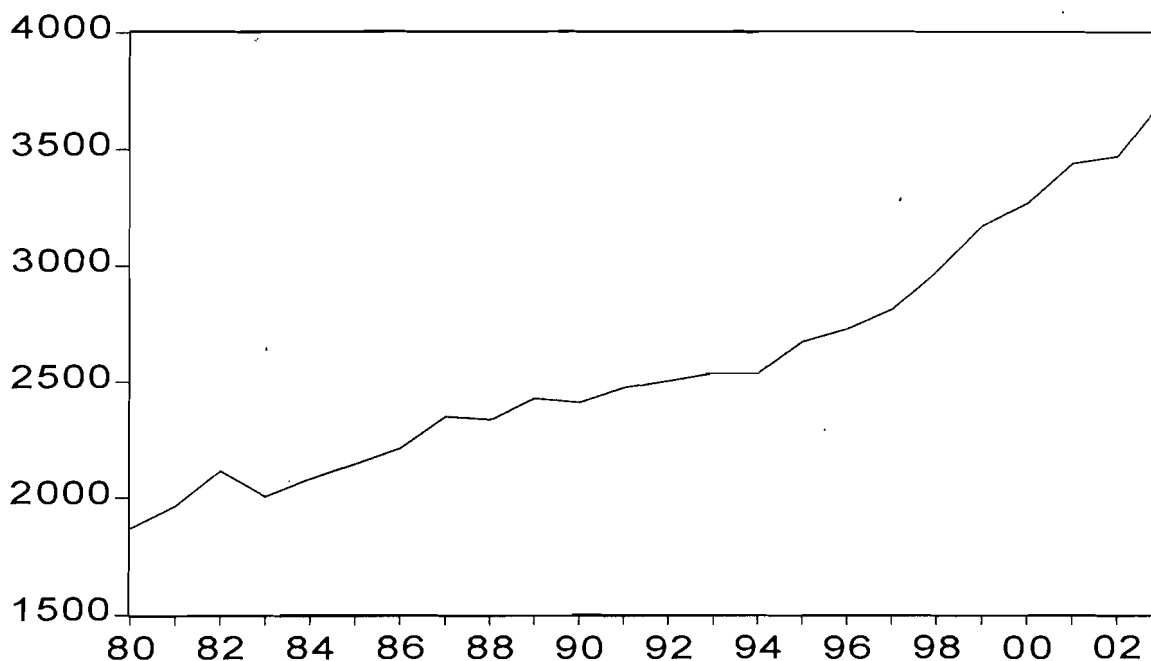
En 1994, le taux de croissance annuel observé est nul. Avec une chute du secteur primaire de - 0.3% et une faible progression du secteur tertiaire qui tourne autour de 0.1% au moment où le secteur secondaire a cru de 1.7%.

3. Après la dévaluation intervenue en 1994, l'économie sénégalaise s'est remise sur le sentier de la croissance avec un taux de croissance moyen de 4.3% sur la période 1995-2003.

Cette bonne performance économique est à mettre à l'actif surtout du secteur secondaire et du secteur tertiaire qui ont respectivement progressé de 4.7% et 4.6%.

En 1999 et en 2003, le Sénégal a enregistré respectivement des taux de croissance de 6.3% et 6.9% ce qui constitue les niveaux de croissance les plus élevés depuis la dévaluation. Ces deux années ont coïncidé avec une bonne tenue du secteur primaire avec un taux de croissance de plus de 13.7% en 1999 et 24% en 2003 (DPS, comptes nationaux révisés 1980-2003).

Graphique 1 : Evolution du PIB du Sénégal à prix constant de 1999 (en milliards de Francs CFA) entre 1980 et 2003.



Source : Comptes nationaux révisés 1980-2003, DPS 2004

Le produit intérieur brut a connu une tendance à la hausse. Entre 1980 et 1994, le PIB du Sénégal a varié entre 1800 et 2500 milliards de francs CFA. Depuis le choc de la dévaluation de 1994, le PIB a connu une croissance très forte en dépassant les 3500 milliards de francs CFA.

Ce qui suit est consacré à l'étude de la contribution des différentes branches à la croissance au Sénégal.

2) La contribution à la croissance du PIB

La croissance annuelle du PIB sur la période allant de 1980 à 2003 s'explique essentiellement par certains sous secteurs comme le commerce et les autres services ⁵ qui sont chacun à un niveau de contribution de 0.5% Après viennent, les transports et télécommunications et les autres industries contribuent chacun à 0.3% du PIB. L'agriculture et les BTP suivent avec chacun 0.2% de contribution. Cette croissance est aussi à mettre à l'actif de l'augmentation du recouvrement du volume des taxes qui est de 0.5%(DPS, 2004).

A un moindre degré, les autres secteurs d'activité les plus impliqués dans la croissance sont l'élevage, les industries chimiques, l'énergie, les services sociaux et les administrations tous contribuent à hauteur de 0.1%(DPS, 2004).

Par contre certains grands secteurs participent paradoxalement d'une façon faible à la croissance dans leur impact direct, il s'agit de la pêche, des industries extractives et des huileries.

La répartition des contributions à la croissance du PIB par grands sous secteurs figure dans le tableau suivant.

-5- Les autres services comprennent : les services aux entreprises, les services sur les activités immobilière, les services financiers, les services de réparations, d'hébergement et de restauration.

Tableau 2 : Contributions sectorielles au PIB entre 1980 et 2003

| | |
|---------------------------------|------|
| Valeur ajoutée totale | 2.6% |
| Secteur primaire | 0.4% |
| Secteur secondaire | 0.7% |
| Secteur tertiaire | 1.5% |
| Taxes nettes sur les produits | 0.5% |
| Produit intérieur brut | 3.1% |
| Agriculture | 0.2% |
| Elevage | 0.1% |
| Sylviculture | 0.0% |
| Pêche | 0.0% |
| Industries extractives | 0.0% |
| Huileries | 0.0% |
| Industries chimiques | 0.1% |
| Energie | 0.1% |
| BTP | 0.2% |
| Autres industries | 0.3% |
| Commerce | 0.5% |
| Transports et télécommunication | 0.3% |
| Services sociaux | 0.1% |
| Autres services | 0.5% |
| Administrations | 0.1% |

Source : DPS

Après cette étude de certains indicateurs macroéconomiques, nous allons voir dans ce qui suit la situation de l'investissement direct étranger au Sénégal.

II) Les investissements directs étrangers au Sénégal

La mondialisation financière a été facilitée par l'internationalisation de la production et la croissance des industries mondiales, le rythme rapide des changements technologiques et la déréglementation des services financiers. Les nouvelles technologies de l'information permettent la circulation transfrontalière de données financières, 24 heures sur 24. Comme il est difficile de régir la circulation de ces renseignements, les gouvernements ont aboli les restrictions et les règlements sur la circulation internationale des données financières (Agosin et Tussie, 1993).

La croissance de l'investissement étranger direct (IDE) a été beaucoup plus rapide que celle du commerce et de la production. Selon la CNUCED (1996), de 1980 à 1994, l'IDE a doublé par rapport au PIB et à l'investissement intérieur tandis que les sorties d'IDE ont presque doublé par rapport au PIB mondial.

Selon le rapport sur l'investissement dans le monde en 2003, publié par la CNUCED, les entrées mondiales d'investissement direct étranger se sont établies à 651 milliards de dollars en 2002⁶, soit à peine la moitié du montant enregistré en 2000, et en deçà du 21% réalisé en 2001.

Les facteurs, à l'origine du repli d'IDE enregistré en 2002, sont essentiellement la faible croissance économique enregistrée dans les principales régions du monde, l'effondrement des marchés boursiers, et l'achèvement du processus de privatisation dans certains pays.

Le Sénégal, à l'instar des autres pays africains, n'a pas bénéficié d'une entée plus importante des flux d'investissements étrangers. Le tableau suivant donne l'évolution des flux d'IDE en Afrique et dans le Reste du monde.

- 6- la différence entre cette valeur de l'IDE en 2002 et celle figurant dans le tableau 3 est due au fait que la CNUCED procède régulièrement à la révision de ses données

Tableau 3 : Les IDE entrants et leur répartition entre régions en développement (en Millions de dollars US)

| | Moyenne de la période considérée | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|----------------------------------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | 1980-1989 | 1990-1999 | | | | |
| Monde | 93887 | 401028 | 138953 | 817574 | 678751 | 560115 |
| Pays en développement (PED) | 21356 | 121769 | 252459 | 219721 | 157612 | 172033 |
| -Afrique | 2162 | 6187 | 8728 | 19616 | 11780 | 15033 |
| -Amérique Latine et Caraïbes | 7438 | 44432 | 97537 | 88139 | 51358 | 49722 |
| -Asie et Pacifique | 11756 | 71150 | 146195 | 111966 | 94474 | 107278 |
| Part des groupes de pays ci-dessus dans le total mondial en pourcentage | | | | | | |
| Pays en développement | 22.7 | 30.4 | 18.2 | 26.9 | 23.2 | 30.7 |
| Afrique | 2.3 | 1.5 | 0.6 | 2.4 | 1.7 | 2.7 |
| Amérique Latine et Caraïbes | 7.9 | 11.1 | 7.0 | 10.8 | 7.6 | 8.9 |
| Asie et Pacifique | 12.5 | 17.7 | 10.5 | 13.7 | 13.9 | 19.2 |
| Part des groupes de pays ci-dessus dans le total des PED en pourcentage | | | | | | |
| Afrique | 10.1 | 5.1 | 3.5 | 8.9 | 7.5 | 8.7 |
| Amérique Latine et Caraïbes | 34.8 | 36.5 | 38.6 | 40.1 | 32.6 | 28.9 |
| Asie et Pacifique | 55.0 | 58.4 | 57.9 | 51.0 | 59.9 | |

Source : Les calculs de la base de données du CNUCED, repris par l'APIX.

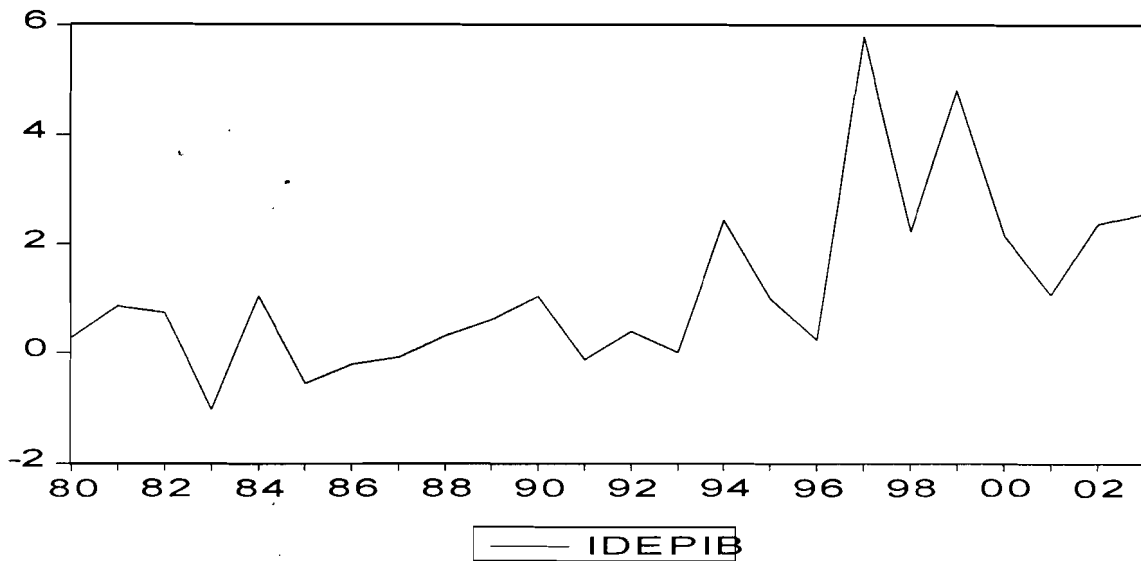
Le montant des IDE est très faible en Afrique aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative. Ainsi entre 1980 et 1990, les flux moyens d'IDE en Afrique sont de l'ordre de 2.162 milliards US soient 2.3% du total dans le Monde et 10.1% du total des PED. Depuis lors cette part n'a plus atteint 10% du total des PED. La part des flux du continent dans le total mondial a atteint sa part la plus élevée (2.7%) en 2003,

Après avoir exposé, dans la première sous partie, l'évolution des IDE au Sénégal, nous parlerons ensuite des différentes origines de ces investissements directs étrangers, avant de terminer par un exposé de la politique d'attraction de l'IDE dans le pays.

1) L'évolution des IDE au Sénégal

La part des investissements directs étrangers, en pourcentage du PIB du Sénégal, a toujours été très faible (voir tableau 4, page 15). La moyenne est de 1.16% du PIB sur la période d'étude (1980-2003). Entre 1980 et 1993, l'IDE, n'a atteint 1% du PIB qu'en 1984 et en 1990 avec un taux de 1.04% pour chacune des deux années. Il a même parfois été négatif (désinvestissement) au cours de six années (1983, 1985, 1986, 1987, 1991, 1993). Avec la dévaluation du franc CFA de 1994, on a atteint un niveau élevé de 2.44% du PIB. Les deux années, qui ont suivi, ont enregistré une forte baisse des entrées des IDE au Sénégal. On a atteint un niveau record de 5.8% en 1997 avec le début d'une vague de privatisation. Depuis lors, les entrées ont, un peu diminué, mais ils sont toutefois restés supérieurs aux niveaux d'avant dévaluation avec une moyenne de 2.53% du produit intérieur brut entre 1998 et 2003 (voir graphique 2).

Graphique2 : Evolution de l'IDE en pourcentage du PIB du Sénégal entre 1980 et 2003.



Source : Guichet Unique- APIX

Quant à l'évolution des IDE en valeur absolue, elle a été en dents de scie entre 1980 et 1990. Des entrées d'IDE variant entre 3.1 milliards de franc CFA en 1980 et 15.5 milliards de franc CFA en 1990, avec quatre années de désinvestissement (-13.2 milliards de franc CFA en 1983 ; -7.1 en 1985 ; -2.9 en 1986 et -1.2 en 1987)

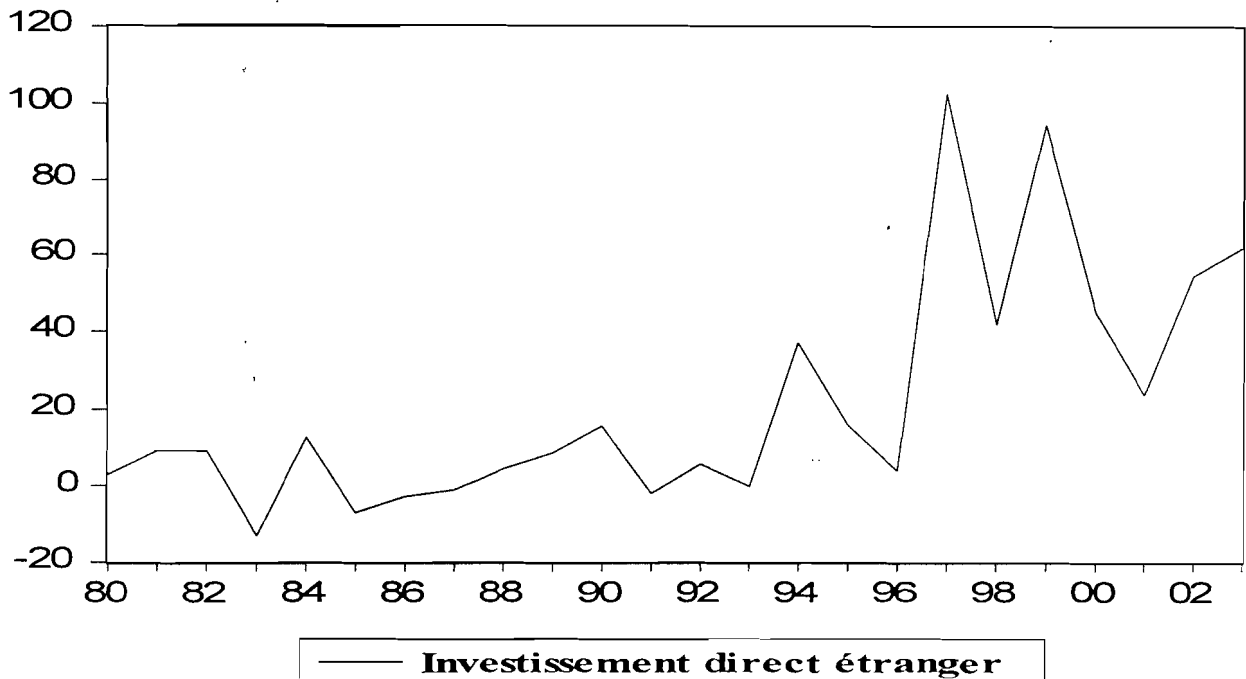
Après la période instable de 1991-1993. L'IDE a sensiblement cru de 1994 (année de la dévaluation du Franc CFA) à 2003. Sur cette période, l'IDE a évolué de façon irrégulière avec une moyenne annuelle de 48.01 milliards de francs CFA. Le Sénégal a ainsi enregistré un volume moyen des flux d'IDE cinq fois plus importants que sur la période 1988-1990 qui connaissait un flux moyen annuel de 9.33 milliards.

En 1997, les IDE atteignent leur maximum avec 102.7 milliards de CFA pour chuter à 41.7 milliards. en 1998. L'année 1999 est marquée par une nouvelle hausse due surtout à la privatisation de la SONATEL, (APIX, 2005)

Malgré la création de l'APIX en 2000, les flux d'IDE n'ont pas connu de hausse spectaculaire avec 54.4 milliards en 2002, (classant le Sénégal comme deuxième récipiendaire

dans la zone de l'UEMOA) et 61.9 milliards en 2003. Le graphique 3 donne l'évolution des flux d'IDE au Sénégal entre 1980 et 2003.

Graphique 3 : Evolution des flux d'IDE au Sénégal en milliards de francs CFA entre 1980 et 2003.



Source : Guichet Unique- APIX

La faible attractivité du Sénégal relève de causes internes (et parfois externes) conjoncturelle et structurelles dont voici certaines, selon une étude de la Mission Economique Régionale de Dakar (Ambassade de France), Novembre 2002 :

- Une administration lourde qui ne facilite pas souvent les formalités à l'investisseur ;
- Des entraves à la création d'entreprises ou à l'acquisition de terrains ;
- Le caractère trop informel des activités économiques du pays. En effet, de nombreux sénégalais ont quitté leurs villages pour les villes en quête d'une vie meilleure et travaillent dans l'économie parallèle vendant dans la rue des produits de consommation bon marché importés d'Asie. Ce phénomène provoque la fermeture de commerces, freine les investisseurs dans plusieurs secteurs d'activités ;

- La mobilité urbaine fortement ralentie par la pléthore de voitures à Dakar et les commerçants ambulants et « par terre » ;
- L'instabilité régionale : certains investisseurs ont tendance à considérer une région globalement, sans se soucier forcément des caractéristiques particulières de chaque pays ; ainsi la réputation de stabilité du Sénégal pourrait pâtir des conflits ayant lieu ailleurs dans la région, comme en Côte d'Ivoire ;
- L'inadaptation du système judiciaire qui n'a pas les moyens techniques de traiter les questions financières. Les entreprises ont souvent des difficultés à faire respecter les clauses de leurs contrats devant les tribunaux ;
- La corruption ;
- La petitesse de la place financière ;
- Le faible développement du secteur privé formel.

Tout repose beaucoup sur les futurs grands projets d'infrastructures et de mise à niveau du secteur électrique, à la fois pour attirer les partenaires stratégiques, et pour relâcher les goulots d'étranglement endémiques qui limitent l'accès aux facteurs de production.

Le Sénégal est un récipiendaire de rang intermédiaire des flux d'IDE vers l'Afrique, et le second au sein de l'UEMOA (Missions économiques régionales de Dakar (MERD), 2002)

Il apparaît donc qu'après une période de diminution entre 1999 et 2000, on assiste à un redéploiement positif des IDE vers l'Afrique subsaharienne (MERD, 2002).

Toutefois ce phénomène ne s'est pas reflété dans les IDE au Sénégal, qui ont enregistré une évolution inverse : de 1999 à 2001, les IDE sont passés de 94.4 milliards de Franc CFA à 23.5 milliards de Franc CFA pour remonter ensuite à 61.9 milliards de CFA (Voir le tableau suivant donnant l'évolution de l'IDE au Sénégal sur la période d'étude.

Tableau 4 : Evolution de l'investissement direct étranger au Sénégal entre 1980 et 2003

| Année | IDE * | IDPB (%) ** | IDFK(%) *** |
|-------|-------|-------------|-------------|
| 1980 | 3.1 | 0.28 | 3.73 |
| 1981 | 9.3 | 0.86 | 10.93 |
| 1982 | 9.2 | 0.74 | 8.9 |
| 1983 | -13.2 | -1.03 | -10 |
| 1984 | 12.7 | 1.04 | 10.07 |
| 1985 | -7.1 | -0.56 | -5.3 |
| 1986 | -2.9 | -0.22 | -1.85 |
| 1987 | -1.2 | -0.09 | -0.7 |
| 1988 | 4.5 | 0.31 | 2.39 |
| 1989 | 8.6 | 0.6 | 4.39 |
| 1990 | 15.5 | 1.04 | 7.74 |
| 1991 | -2.1 | -0.14 | -1 |
| 1992 | 5.7 | 0.38 | 2.56 |
| 1993 | -0.2 | -0.01 | -0.1 |
| 1994 | 37.1 | 2.44 | 12.57 |
| 1995 | 15.8 | 0.99 | 4.82 |
| 1996 | 3.8 | 0.23 | 1.05 |
| 1997 | 102.7 | 5.8 | 26.93 |
| 1998 | 41.7 | 2.23 | 9.16 |
| 1999 | 94.4 | 4.81 | 16.65 |
| 2000 | 44.8 | 2.16 | 8.32 |
| 2001 | 23.5 | 1.07 | 3.93 |
| 2002 | 54.4 | 2.37 | 7.47 |
| 2003 | 61,9 | 2.56 | |

* :IDE :Investissement Direct Etranger en milliards de Franc CFA

** :IDPB=IDE /PIB *100 (Investissement direct étranger en pourcentage du Produit Intérieur Brut)

*** :IDFK=IDE / FBCF * 100 (IDE en pourcentage de la formation brute de capital fixe(FBCF)).

Source : APIX

Cette tendance s'explique par plusieurs considérations : les opérations lourdes de privatisation et d'octroi des licences dans le secteur des télécommunications ont eu lieu dès 1999 au Sénégal. Il n'y a pas eu récemment de nouvelle privatisation non plus d'investissement étranger lié à un projet étranger de bonne taille au Sénégal (il convient toutefois de mentionner l'extension de capacité de la Sococim, filiale du groupe français Vicat), (APIX).

Les secteurs d'activités traditionnelles (agroalimentaire, industrie, finances, tourisme) sont déjà très largement contrôlés par des intérêts étrangers et les niches d'opportunités nouvelles ne sont pas nécessairement propices à des investissements majeurs à bonne visibilité.

Le marché du Sénégal demeurera de taille modeste tant qu'il ne bénéficiera pas de la construction d'infrastructures régionales de communication. Dans le même ordre d'idée, tant que l'accès à l'électricité et l'accès au foncier n'auront pas été sécurisés, ce sera un frein pour les investisseurs (Mission Economique Régionale de Dakar, Novembre 2002).

Le Sénégal maintient malgré tout une place honorable dans le classement des récipiendaires africains de flux d'IDE, bien qu'il se situe loin derrière l'Afrique du sud, le Nigeria, l'Angola, le Gabon, le Cameroun, le Kenya et la Côte d'Ivoire. Au sein de l'UEMOA, le Sénégal se place en seconde position, juste après la Côte d'Ivoire qui reçoit généralement deux fois plus d'IDE que lui (Mission Economique Régionale de Dakar, Novembre 2002).

2) L'origine des IDE au Sénégal

Le Sénégal abrite un stock important d'IDE, essentiellement d'origine française, même s'ils sont en diminution.

Les liens historiques et culturels qui rattachent la France au Sénégal ont favorisé les relations commerciales entre les deux pays et une forte représentation des entreprises françaises sur le sol sénégalais.

Au Sénégal, la France est le premier bailleur de fonds bilatéral, un contributeur important dans les programmes d'aide au développement de l'UE, le premier partenaire commercial, le premier investisseur, le premier opérateur touristique (APIX, MERD).

A travers plus de 250 entreprises, la présence économique française au Sénégal est, d'une part, le fait de filiales françaises ou de participations minoritaires (une centaine), et d'autre part

celui d'entrepreneurs français à l'origine de sociétés de droit local créées par eux, généralement avec des partenaires sénégalais (MERD).

Le flux soutenu d'investissements français au cours de la dernière décennie s'est traduit par la création de 20 % des établissements franco-sénégalais actuellement recensés.

L'effet de cette présence sur l'emploi national est fort (plus de 22 000 salariés - soit 22% de l'emploi dans le secteur privé " formel " -, dont 500 expatriés environ) (MERD).

Avec 33 millions d'euros en 2001 (contre 30 millions d'euros en 2000 et...82millions d'euros en 1999), le Sénégal est au 60ème rang des pays d'accueil des investissements directs français dans le monde et à la 8ème position en Afrique Sub-saharienne (sur un total de 1milliard d'euros investis par les entreprises françaises en Afrique en 2001), selon la Banque de France.

Ces volumes, d'ordre moyen depuis l'année 2000, s'expliquent par la quasi absence de privatisations abouties ou de grands projets porteurs en 2000 et 2001 ⁷.

Entre 1997 et 2000, les investissements français ont en moyenne représenté 75 % du flux total d'IDE entrant au Sénégal.

Le stock d'investissements français au Sénégal s'élevait à 165 millions d'euros à la fin de l'année 2000 (75ème stock d'investissements français à l'étranger).

D'après une étude de la Mission Economique Régionale de Dakar, les secteurs privilégiés sont :

- le secteur secondaire avec l'agroalimentaire et la transformation de produits de la pêche, les produits pharmaceutiques, le raffinage pétrolier, la production de ciment, le textile, l'emballage, la mécanique et la métallurgie ;
- le secteur tertiaire avec les banques et les assurances, la distribution de l'eau, l'hôtellerie/restauration, les transports, les télécommunications, la distribution de biens d'équipement et de biens de consommation, les services informatique et les hautes technologies, l'audiovisuel, les services portuaires.

A titre d'exemples, on peut citer la Société Africaine de Raffinage (SAR) ; Razel ; Fougerolle ; les sociétés du groupe Mimran (activités industrielles de la Compagnie Sucrière Sénégalaise et des Grands Moulins de Dakar mais aussi activités bancaires avec la CBAO) ; Sopsasen ; Ikagel ; les sociétés du groupe Bolloré (SDV Sénégal, Sénégal Tours, Socofroid,

- 7- L'année 2000 a été l'année du désengagement de Elyo dans la SENELEC, donc elle correspond à une sortie de capital.

Socopao Sénégal) ; celles du groupe ACCOR (Sofitel Téranga, Novotel) ; le Club Méditerranée ; Fram ; Nouvelles Frontières; la Sonatel (France Télécom et Etat sénégalais); la société d'exploitation des Eaux (Saur, groupe Bouygues) ; le Crédit Lyonnais Sénégal ; BNP Paribas (Bicis) ; la SGBS (Société Générale de Banques au Sénégal) - qui toutes bénéficient d'une participation française à leur capital, (Missions économiques régionales de Dakar ;Ambassade de France).

A partir de l'année 2000, de nouvelles implantations ont été enregistrées.

Ainsi, le groupe Schneider a ouvert un bureau de liaison à Dakar, tandis que TESAM (filiale d'Alcatel et de France Télécom, télécommunication par satellite) s'est installée au même titre que Sifrecom, Alcatel Contracting et Sat/Sagem, dans le cadre du programme d'investissements de la Sonatel.

On note également un bon courant d'implantations nouvelles dans le secteur informatique, les téléservices, le tourisme, l'immobilier, et le commerce; ces implantations sont souvent le fait d'investisseurs français individuels.

La part des investissements d'origine non française n'est pas marginale dans l'économie du Sénégal. Nous pouvons en citer selon (APIX-MERD): Le groupe portugais Lisnave contrôle " Dakarnave Chantiers Navals ".Tolsa (Espagne) est dans le capital de la SSPT (Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès) ; l'Espagne est aussi dans le secteur de la pêche Senevisa et Hispano Sénégalaise de pêche ; Royal Air Maroc est dans le capital d'Air Sénégal International.

Les États-Unis sont présents au Sénégal avec une demi-douzaine d'implantations importantes : Mobil, Colgate-Palmolive, Parke-Davis, Citibank, Gti (production d'électricité), Coca Cola ; La Suisse avec la SGS (Société Générale de Surveillance) et le groupe Nestlé ; L'Inde dans le secteur de la chimie d'une part avec les Ics (Industries Chimiques du Sénégal) et la Saec (industrie chimique de fabrication de peinture) et dans celui des biens de consommation avec la Sotiba (industrie textile) d'autre part ;

Les Pays Bas dans la distribution de produits pétroliers avec le groupe Shell ; l'Afrique du Sud dans les télécommunications avec Net Services; Le Liban dans le tertiaire, le BTP et maintenant le ciment avec les Ciments du Sahel (il faut noter cependant que les ressortissants libanais sont souvent établis au Sénégal depuis deux à trois générations).

3) Les politiques d'attraction de l'investissement direct étranger

Nous allons étudier les politiques d'attraction de l'investissement direct étranger au Sénégal, à travers quatre étapes : la politique de l'APIX, la promotion de l'investissement privé local, le conseil présidentiel et enfin la politique régionale.

3.1) La politique de l'APIX

Pour favoriser l'IDE, l'action de l'APIX repose sur quatre piliers essentiels :

P1- une stratégie de positionnement et ciblage judicieuse :

- définir nos avantages comparatifs et compétitifs par secteur,
- un positionnement dynamique

P2- une politique de promotion agressive :

- l'organisation de séminaires d'information, de promotion
 - séminaires d'information sur les opportunités d'affaires au Sénégal,
 - l'organisation de « roadshow » (caravane)
- élaboration des programmes de visite
 - organiser des rencontres
 - participer aux missions officielles et de prospection des organisations patronales.

P3- un marketing moderne :

- des supports de communication modernes et divers :
 - des sites Internet www.apix.sn et www.investinsenegal.com,
 - des supports magnétiques présentant un film promotionnel sur l'environnement des affaires au Sénégal (film, CD et DVD),
 - des brochures en plusieurs langues,
 - un serveur vocal disponible 24H/24 renseignant les investisseurs en plusieurs langues,
 - affiches publicitaires au niveau des ambassades sénégalaises à l'étranger ;
- Des actions ciblées de marketing direct ;

P4- des ressources humaines de qualité.

3.2) La politique de promotion l'investissement privé local

L'attractivité du territoire pour les IDE est stimulée lorsque les résidents investissent notamment dans les secteurs stratégiques. C'est ainsi que la politique de l'APIX qui vise certes l'IDE, contrairement à une idée reçue, encourage avec l'ADEPME⁸ la promotion de l'investissement privé local par le biais des PME et PMI a partenaires des grands investisseurs étrangers à travers notamment les grappes de projets.

De nombreuses mesures ont été prises pour améliorer l'environnement des PME : une charte des PME a été établie, la création d'une cellule « entreprises en difficultés », la mise en place d'un programme de mise à niveau et des structures d'appui et de conseil comme l'ADEPME et l'APIX. L'APIX a de ce fait pris part activement des caravanes des PME organisées par le ministère des PME, de l'entrepreneuriat féminin et de la micro finance. Le but de ces caravanes est d'informer et de conseiller les populations, les entrepreneurs potentiels, sur les modalités de création d'entreprises et les nouvelles réformes en vigueur relative, à l'accès aux financements. Ces tournées constituent pour l'APIX une opportunité de présenter ses missions et services et stratégie de développement de l'investissement local.

3.3) Le conseil présidentiel de l'investissement

Institué en Novembre 2002, le CPI est un cadre de concertation et de réflexion sur les réformes à initier pour améliorer l'environnement des affaires et attirer les investisseurs.

Les réformes visent les barrières administratives, la fiscalité, les infrastructures et les incitations à l'investissement. Lors de la quatrième session du CPI en Mai 2004, un accent particulier a été mis sur l'urgence de la modernisation des procédures administratives applicables aux investissements (notamment aux IDE), la baisse de la TVA dans le secteur du tourisme, la suppression de la taxe d'égalisation, la fiscalité applicable au capital-risque et au crédit bail, la

820 -. L'ADPME, l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises, est créée en 2003

mobilité urbaine ainsi que la mise en place d'un fonds de financements (APIX, 2005).

C'est dans ce cadre que le gouvernement a adopté la stratégie de croissance accélérée.

L'adaptation des procédures administratives applicables aux investissements a été retenue avec des délais différents. Quant au capital-risque et au crédit bail, une législation nationale devrait voir le jour en attendant l'adoption d'une réglementation de l'UEMOA.

En ce qui concerne la mise en place d'un fonds de financement, une cellule financière et économique a été montée à la Primature afin de prendre en charge d'éventuelles divergences entre les administrations et le secteur privé. Cette cellule est chargée d'étudier la question de la TVA dans le secteur du tourisme.

Pour améliorer davantage l'environnement des affaires et stimuler l'investissement privé au Sénégal, un nouveau code des investissements est adopté.

Ce nouveau code est conçu en termes d'incitations offertes aux investisseurs, la prise en compte de la réforme fiscale, la création d'emplois, la décentralisation des activités de production et la densification du tissu industriel actuel. Ainsi ce code se particularise par des innovations majeures comme l'institution d'un système de création d'impôts à l'investissement dont l'objectif est de doper l'investissement privé dans des secteurs stratégiques tels que les téléservices, les parcs industriels, les cyber-villages, les complexes commerciaux..

Les phases d'investissement et d'exploitation des projets sont distinguées par ce code ; l'investisseur jouit entièrement des avantages d'exploitation pendant une durée de cinq années.

En plus de cela, il supprime le seuil minimum de fonds propres exigibles pour les projets d'investissements.

Parallèlement aux politiques internes, l'intégration régionale devrait contribuer à l'attractivité du Sénégal.

Nous commencerons ce chapitre, consacré à la revue de la littérature, par exposer les développements théoriques sur la relation entre la croissance économique et les flux de capitaux étrangers et ensuite nous terminerons par présenter les travaux de validation empirique.

I) L'analyse théorique

Selon la théorie économique, les capitaux étrangers peuvent avoir de nombreuses retombées positives. Ils stimulent l'accumulation du capital en s'ajoutant à l'épargne intérieure et ils augmentent l'efficacité de l'économie du pays bénéficiaire en améliorant l'affectation des ressources, en instillant une dose de concurrence, en améliorant le capital humain, en renforçant les marchés financiers nationaux et en réduisant le coût local du capital (Deepak M. et al. 2001).

Dans le même temps, les capitaux étrangers réduisent les risques pour le consommateur en élargissant les possibilités de diversifier les portefeuilles et en répartissant les risques plus équitablement entre les exportateurs et les importateurs de capitaux.

Dans le cadre de la mondialisation économique amorcée au début des années 1990, l'ouverture d'un pays ne se limite pas à ses échanges internationaux. Elle se caractérise aussi par sa capacité d'accueil des firmes multinationales étrangères en accordant des avantages, notamment, fiscaux et administratifs. Ces firmes peuvent améliorer l'efficacité globale d'une économie via la disponibilité des connaissances technologiques et organisationnelles transférables au reste de l'économie. Les flux de capitaux circulent librement au delà des frontières nationales (Caves R., 1996).

Les flux de capitaux étrangers ont été considérés pendant longtemps comme un moteur dynamique pour accroître la croissance économique. Dans les recherches l'accent est surtout mis sur l'investissement direct étranger (IDE). Ce dernier est le moins volatile des mouvements internationaux de capitaux. Il est ainsi la source la plus sûre de financement des investissements

puisqu'il implique des engagements à long terme dans les pays. C'est pourquoi l'étude des flux de capitaux étrangers est principalement axée sur l'IDE (Alaya, 2004)⁹.

Plusieurs facteurs (capital humain, l'accumulation du capital, le commerce international, la politique gouvernementale, et le transfert de la technologie), qui selon la théorie de la croissance endogène expliquent la croissance à long terme, peuvent être véhiculés par l'IDE. Celui-ci, est supposé, stimuler la croissance, par la création d'avantages comparatifs dynamiques conduisant au transfert de technologie, l'accumulation du capital humain et l'intensification du commerce international (Bende et al. 2000; et OCDE, 2002 cités par Alaya. Ces avantages dynamiques, souvent connus sous le nom des spillovers, sont liés les uns aux autres, complémentaires, et ne doivent pas être étudiés séparément (Alaya M., 2004). En effet, le gain engendré par l'IDE sur un facteur de la croissance est susceptible de stimuler le développement des autres facteurs, formant ainsi, une sorte de synergie, (Bende et al. 2000).

1) L'IDE et le développement du commerce extérieur

Plusieurs raisons expliquent l'engagement des pays dans le commerce international. Particulièrement les exportations, ont pour corollaire un afflux de devises contribuant au financement des importations.

Les exportations permettent aussi d'obtenir des économies de spécialisation et des économies d'échelle (CNUCED, 2002)

A ce sujet, les FMN peuvent être d'une grande utilité pour ces pays, étant donné que la principale activité d'une firme multinationale, est d'intégrer les marchés à travers les frontières nationales. Ainsi, dans la dernière moitié des années 1990, les 2/3 du commerce international étaient liés aux FMN. Ce qui est plus marquant, est que 1/3 de ce commerce mondial est de nature intra-firme, (CNUCED, 2002, p. 153).

L'OCDE avance que « les entreprises multinationales peuvent renforcer le caractère exportateur de l'économie nationale grâce à des atouts qui comprennent : l'excellente qualité de leurs produits, la reconnaissance de la marque et leur accès aux marchés mondiaux, leur

-9-Marouane Alaya, 2006« Investissement Direct Etranger et croissance économique : une estimation à partir d'un modèle structurel pour les Pays de la Rive Sud de la Méditerranée », CED, Université Montesquieu-Bordeaux IV

capacité de lever les obstacles à l'utilisation de la dotation en facteurs de l'économie d'accueil et de leur impact à long terme sur la compétitivité internationale du secteur d'activité du pays d'accueil », (OCDE, 2002, p.101)

Une FMN peut agir sur le commerce d'un pays d'accueil aussi bien d'une façon directe qu'indirecte. Les effets directs se manifestent lorsque la production locale de la filiale est consacrée soit à la réexportation vers le pays d'origine de la firme, soit à l'exploitation de marchés tiers à partir du pays hôte. Dans ce cas, on parle de formation de plate-forme de réexportation. Les effets directs se présentent aussi sous la forme de conquête de nouveaux marchés où l'implantation sur un territoire peut être utilisée, comme tête de pont, pour entrer sur un marché de plus grande taille. Les effets directs se produisent aussi lorsque les filiales établissent des liens en amont avec les entreprises locales qui deviennent à leur tour des « exportateurs indirects » (CNUCED (2002).

Les effets indirects se manifestent aussi lorsque la présence des filiales étrangères incite les gouvernements à développer les infrastructures (tel que l'établissement des zones franches d'exportation) et à réduire les barrières à l'échange, (Blomstrom et al, 2000, Dunning, 1993).

De même que ces effets peuvent avoir lieu lorsque les entreprises domestiques embauchent des travailleurs ou des gestionnaires qui ont subi leur formation dans les filiales étrangères, Blomstrom et al. (2000) ¹⁰.

Les IDE peuvent également avoir des effets dynamiques sur l'évolution de la spécialisation internationale des pays d'accueil grâce à l'apport et à la diffusion des avantages compétitifs des filiales des firmes multinationales. Sur ce point, Dunning (1993) indique que « le principal effet des activités des FMN sur la division internationale du travail se produit à travers la façon, suivant laquelle, ces firmes internalisent les marchés internationaux de produits intermédiaires où elles opèrent. Les effets et la nature de cette internalisation, se manifestent aussi bien directement par les actions des FMN ou leurs filiales qu'indirectement via les spillovers sur leurs concurrents, leurs fournisseurs et leurs clients, (p.478).

2) L'effet de l'IDE sur le développement des ressources humaines

L'éducation, les activités de formation, le paiement des salaires et enfin le turnover, ont été considérés par la littérature comme les principaux mécanismes à travers lesquels l'IDE contribue à l'accumulation du capital humain.

Suivant Blomstrom et Kokko (1996), « Le transfert de technologie entre les multinationales et leurs filiales ne s'opère pas seulement via les machines, le matériel, les droits de brevet et l'expatriation des gestionnaires et des techniciens, mais également grâce à la formation des employés locaux des filiales. Cette formation touche la plupart des niveaux d'emploi, depuis les simples manœuvres jusqu'aux techniciens et gestionnaires supérieurs en passant par les contremaîtres» (p.16).

Dans un autre article les mêmes auteurs insistent sur l'importance relative des FMN dans l'enseignement supérieur. En effet, les deux auteurs indiquent que « Bien que le rôle des FMN soit assez marginal dans l'enseignement primaire et secondaire, l'IDE pourrait néanmoins avoir un effet visible sur l'enseignement supérieur dans les pays hôtes. L'effet le plus important est probablement du côté de la demande.

Cette demande de travail qualifié par les FMN va encourager aussi les gouvernements à investir davantage dans l'éducation ou l'enseignement supérieur ». (Blomstrom et Kokko, 2003, P.12)

Par exemple, en Malaisie plusieurs centres de développement de compétences ont été établis conjointement par le gouvernement et les firmes multinationales. Le « Penang Skills Development Center » qui a connu un succès considérable, était le premier centre à avoir vu le jour à Penang grâce à cette coopération entre les FMN et le gouvernement malaisien. Initialement, le PSDC était unique, mais actuellement la plupart des Etats, présentent des institutions de formation similaires, (CNUCED, 1999, p.276).

Caves (1996) estime que , tant que les systèmes de l'enseignement public dans les PED, laisse à désirer, les retombées de l'IDE à travers la formation de la main d'œuvre peuvent être relativement plus importantes. Ritchie (2001) reconnaît que les multinationales ont joué un rôle important dans la croissance de l'Asie du Sud-Est, mais, il se montre plus critique sur l'impact de leurs activités sur la formation de ce qu'il appelle le « capital technique intellectuel », c'est-à-dire la connaissance et les qualifications des managers, ingénieurs, scientifiques et techniciens dans

l'économie locale. Il admet que les multinationales peuvent indirectement affecter l'offre de travail en influençant le cursus des institutions éducatives des pays hôtes. Au niveau, des effets directs, malgré le fait que les multinationales investissent davantage dans la formation que les entreprises locales, le savoir-faire créé au sein de la multinationale ne se diffuse pas nécessairement au sein des entreprises locales.

Pour l'OCDE, la présence des FMN dans un pays d'accueil pourrait être un élément clé du développement des compétences d'autant que certains savoirs sont impossibles à transmettre par écrit. En effet, les compétences acquises en travaillant pour une entreprise étrangère peuvent prendre une forme non quantifiable, il s'agit bien évidemment des savoirs tacites. Ces savoirs sont impossibles à codifier et à formuler. La meilleure façon de les transmettre étant d'en faire la démonstration et l'expérience « de plus, le savoir tacite s'échange difficilement sur de longues distances. Le meilleur moyen, pour les pays en développement, d'acquérir le savoir contenu dans le processus de production des économies les plus développés pourrait donc être la présence d'entreprises étrangères dans l'économie nationale », (OCDE, 2002 p.143).

Une question qui se pose alors, est, en quoi la formation assurée par les FMN diffère-t-elle de celle effectuée par les firmes nationales ? Suivant Dunning (1993), on peut citer trois niveaux de différence. Tout d'abord, étant donné que les FMN évoluent dans des environnements culturels différents, elles auront donc la possibilité de faire appel à une gamme de systèmes de valeur et de formation capables d'améliorer les ressources humaines. En second lieu en se basant sur son expérience, une multinationale, pourrait transmettre des techniques de formation à différents pays. Dans plusieurs cas, le learning by doing est l'une des meilleures formes d'instruction. Enfin, grâce aux économies d'échelle et d'envergure dans la gestion du personnel, les grandes firmes implantées, un peu partout dans le monde, peuvent, souvent, avoir les moyens de s'engager dans des programmes de formation plus spécialisés et plus systématiques que leurs concurrents nationaux

En tenant compte des caractéristiques sectorielles et de localisation des firmes, Lipsey et Sjöholm (2004), ont prouvé que les multinationales en Indonésie investissent plus dans la formation que les entreprises locales.

Ceci dit, l'entrée ou l'implantation des FMN dans un pays d'accueil peut affecter les salaires de plusieurs manières. Les FMN peuvent payer des salaires plus élevés que les firmes domestiques. En payant des salaires plus élevés les FMN peuvent contribuer indirectement à

l'accroissement des salaires payés par les entreprises domestiques. Ceci est communément connu sous le nom des retombés sur les salaires « Wage Spillovers ».

Généralement les FMN ont tendance à payer des salaires plus élevés que leurs concurrents domestiques. D'ailleurs, la plupart des études, hormis quelques exceptions, s'accordent sur le fait que l'IDE contribue positivement à l'accroissement des salaires. C'est ainsi que « les emplois dans les multinationales restent recherchés dans PVD, en raison du chômage, mais aussi parce que les salaires y sont supérieurs à ceux des firmes locales mais inférieurs à ceux de la multinationale en pays d'origine. », (Andreff, 2003, p.43), cité par Ritchie.

3) L'effet de l'IDE sur l'investissement domestique : crowding in ou crowding out ?

Une question centrale, revient à savoir, dans quelle mesure l'IDE peut évincer « crowding out » ou exercer un effet d'entraînement « crowding in » sur l'investissement domestique. Cette question a été traitée par Bronstein, De Gregoric et Lee (1998) en incluant l'investissement domestique directement dans l'équation de croissance ou en estimant une équation d'investissement domestique incorporant l'IDE, (Agosin et Mayer , 2000 et Mc Millan, 1999), repris par Caves. Plusieurs études théoriques, considèrent qu'il existe des effets possibles de complémentarité entre investissement étranger et les entreprises domestiques (Rodriguez-Clar, 1996 et Markusen & Venables, 1999).

Les entreprises étrangères, peuvent stimuler l'investissement domestique, si les conditions nécessaires d'effet d'entraînement sont créées, tel que discutés dans le rapport des nations unies sur l'investissement dans le monde, CNUCED (2001). Ce rapport indique que, l'effet positif des IDE sur l'investissement domestique, se manifeste à travers plusieurs canaux tels que l'accroissement de la concurrence et de l'efficacité, la transmission des techniques de contrôle et de qualité à leurs fournisseurs et l'introduction d'un nouveau savoir-faire, en faisant la démonstration des nouvelles technologies. Les FMN peuvent aussi pousser les entreprises locales, à améliorer leur gestion ou à adopter certaines des techniques de commercialisation employées par les multinationales, soit sur le marché local, soit au niveau international.

Cependant, malgré ces effets théoriques potentiels, l'effet d'éviction a été le plus observé au niveau des pays en voie de développement (Caves, 1996). L'effet d'éviction peut résulter de

l'établissement des barrières à l'entrée, ce qui va décourager l'entrée des nouvelles entreprises et provoquer la sortie des entrepreneurs locaux, (Backer, 2002, cité dans Alaya, 2006).

II) L'analyse empirique

La libération des mouvements de capitaux profite-t-elle vraiment aux pays en développement ?

On reproche souvent aux tenants de l'ouverture des marchés de capitaux de ne pas en apporter de preuves concrètes et de tenir les avantages pour acquis.

En effet, les données empiriques que les économistes ont pu rassembler sur les inconvénients et les avantages des capitaux étrangers sont très sommaires et contradictoires, contrairement à ce que l'on observe pour le libre-échange de biens et de services. Cela s'explique aisément. Quantifier de façon rigoureuse les gains que les pays tirent de la mobilité internationale des capitaux exigerait, en effet, un modèle très détaillé permettant de simuler l'absence totale de mouvements de capitaux. De même que les mouvements de capitaux privés, vers les pays en développement comme le Sénégal, n'ayant véritablement pris leur essor qu'à la fin des années 80, on ne dispose pas, exception faite de l'investissement direct étranger (IDE), de données historiques assez longues pour en tirer des conclusions décisives. Enfin, les études portant sur l'absence ou l'existence de contrôles des mouvements de capitaux ne prennent pas en compte l'ampleur plus ou moins prononcée des restrictions visant les mouvements de capitaux.

Les mouvements de capitaux comportent aussi bien des risques que des avantages.

1) Les afflux de capitaux extérieurs : moteur de la croissance économique

Il semble, aujourd'hui, que l'IDE, les prêts bancaires à long terme (prêts liés à des projets à long terme dans le cadre d'une opération de crédit.) et les crédits commerciaux à court terme soient moins volatils que les investissements de portefeuille et les crédits bancaires à court terme.

En outre, les flux les plus stables sont généralement liés à des investissements et à des utilisateurs déterminés et servent à financer des actifs réels. Les prêts bancaires et les investissements de portefeuille à court terme ne constituent en revanche qu'un lien indirect entre

l'épargne étrangère et l'investissement national. En d'autres termes, ces formes de financement peuvent créer des bulles de dépenses de consommation difficilement supportables.

Dans une étude du Centre de développement de l'OCDE, Marcelo Soto a analysé les effets sur la croissance de différentes catégories de mouvements de capitaux privés dans un échantillon de 44 pays en développement entre 1986 et 1997. Comme l'on pouvait s'y attendre et conformément aux études antérieures, l'IDE stimule considérablement la croissance du revenu par habitant dans les pays bénéficiaires, avec un décalage d'un an. Une augmentation de 10 % du rapport IDE-PNB ferait croître de 3 % le niveau de revenu stable à long terme et de 1 % le revenu par habitant à court terme ¹¹. Plus étonnant sans doute au premier abord, ce sont les investissements de portefeuille qui ont l'impact le plus important sur la croissance. Les raisons sont pourtant évidentes : ces mouvements atténuent les effets contraignants des conditions financières locales et peuvent stimuler la croissance dans les secteurs dynamiques. Les investissements de portefeuille peuvent également renforcer la liquidité des marchés boursiers nationaux, et ainsi améliorer l'affectation des ressources tout en réduisant le coût du capital pour les activités très rentables.

Selon l'étude de Soto, les obligations n'ont en revanche guère d'impact sur la croissance ; quant aux prêts bancaires étrangers, à court ou à long terme, ils compromettent la croissance future du revenu par habitant dans les pays bénéficiaires, sauf si les banques locales disposent de fonds propres suffisants.

Cette constatation confirme que les banques pauvres en fonds propres tendent à prendre des risques excessifs dans l'espoir de se tirer des problèmes. Et lorsque leur ratio de solvabilité pondérée en fonction des risques se dégrade, elles augmentent la part des titres publics et autres ne présentant aucun risque. Il en résulte un sous financement des « bons » risques et une détérioration des perspectives de croissance. Comme les prêts bancaires étrangers intensifient ces deux distorsions, en cas de retournement de la conjoncture, la mauvaise affectation des ressources qui en résulte et la faiblesse des bilans bancaires accentuent l'effondrement du crédit et conduisent à des faillites généralisées.

-29-. Resein Helmut, 2001, « Flux durables, avantages durables », Centre de Développement de l'OCDE, juillet

Les nouvelles théories de la croissance ont engendré une forte reprise des analyses empiriques et notamment économétriques. Ceci a également, eu des retombées positives en ce qui concerne la constitution de bases de données. Toutefois, peu de ces analyses portent spécifiquement sur la croissance des pays les plus pauvres, notamment africains comme le Sénégal. En Afrique, les principales études ont été effectuées sur les pays du Maghreb.

L'investissement direct étranger a eu un essor remarquable au début des années 1990. Avec la libéralisation des capitaux étrangers ; ce fut une très grande expansion des firmes multinationales qui s'implantent dans le cadre la localisation des pays où le capital est insuffisant et la main d'œuvre supposée abondante.

En ce qui concerne l'impact des capitaux étrangers sur la croissance économique, la littérature est très récente et peu abondante. Les principales études dans ce domaine portent sur des pays d'Asie et des pays Latino-américains.

Des études empiriques montrent que l'IDE contribue positivement à la croissance économique dans les pays en développement.

Des études de cas ont confirmé cela ; c'est le cas de Marwah et Klein (1998) pour l'Inde, Li Liu, et Rebelo (1998) et Sun (1998) pour Chine, Ramirez (2000) pour le Mexique.

L'étude a aussi été faite pour une multitude de pays sur des données de Panel. On peut citer quelques exemples : Balasubramanyan, Salisu et Sapsford (1996), Blomstrom, Lipsey et Zegan (1994), Borenztein, de Gregoric et Lee (1998), de Mello (1999), Jackman (1982), Most et Van Den Berg (1996), Nair-Reichert et Weinhold (2001) et Teboul et Mouslier (2001) ¹².

L'expérience des crises en Amérique Latine a confirmé cette relation croissante entre l'investissement et la croissance (augmentation du PIB réel). Ainsi, à la suite de la crise Tequila en 1994-1995, le Mexique a vu son taux d'investissement chuté de 8.73% et son PIB réel par habitant de 7.81%. Pour la même année, l'Argentine a connu une baisse de 10.34% de l'investissement et de 4.14% de son PIB réel par habitant. De même, au lendemain de la crise asiatique de 1997, tous les pays affectés par la crise ont connu une contraction (plus) sévère de leur activité économique. Cela s'est traduit en Thaïlande par une chute du ratio investissement sur PIB de 19.83% et 30.30% respectivement en 1997 et 1998; la baisse du PIB réel par tête pour les mêmes années a été respectivement de 2.10% et 11.41%.

-12- Ben Abdallah Mohamed ; Diallo Kalidou, 2004 « Incidence des crises financières : une analyse empirique à partir des pays émergents

En Corée, le taux d'investissement a diminué de 9.76% en 1997 et de 38.03% en 1998; au même moment le PIB réel par tête s'est contracté de 7.57% en 1998. L'Indonésie a été le pays le plus affecté par la crise, avec une chute du taux d'investissement de 47.17% en 1998 et 27.36% en 1999; son PIB réel par tête a baissé de 14.53% et 0.68% respectivement pour les mêmes années. Suite à la crise brésilienne de 1999, le taux d'investissement a baissé respectivement de 3.77%, 10.34%, et de 19.59% au Brésil, en Argentine et au Chili. Pour ces mêmes pays, la perte du PIB réel par habitant en 1999 était respectivement de 0.52%, 4.70% et 2.43%¹³.

Baharumshah et Thanon¹⁴ ont étudié l'impact des afflux de capitaux étrangers (principalement de l'IDE) sur la croissance économique dans des pays de l'Asie de l'Est en y incluant la Chine.

L'analyse a été basée sur des données dynamiques de Panel et ils ont trouvé que l'épargne domestique contribue à long terme à la croissance économique et ont confirmé que l'IDE est source de croissance économique et que son impact se fait sentir aussi bien à court terme qu'à long terme. Cette influence à la hausse de la croissance de l'IDE est plus forte que celle de l'épargne domestique.

La croissance économique est sensible aux apports de capitaux à long terme. Mais les apports de capitaux à court terme ont, quant à eux, des effets nuisibles sur la croissance économique.

Leur étude a également montré que la dette à long terme a un effet positif sur la croissance économique et que cet effet disparaît légèrement dans le temps.

Ils concluent que la contribution observée de l'IDE sur la croissance est une conclusion robuste surtout dans les pays dragons ; et que l'évidence suggère d'une façon convaincante que les pays qui ont réussi dans la politique d'attraction de l'investissement direct étranger puissent financer plus d'investissements et se développer plus rapidement que ceux qui ne favorisent pas l'IDE.

L'effet positif des IDE a été démontré par plusieurs auteurs comme Borensztein, De Gregoric et Lee (1995) par exemple.

-13-Laureti Lucio, Postiglione Paolo ,2005 « The effects of capital inflows on the economic growth in the Med Area, Journal of Policy Modeling 27 839-851

-14- Zubadi Ahmadi ; Baharumshah Marwan et Thanon Abdul-Malikin ,2006 « Foreign capital flows and economic growth in East Asian Countries », China Economic Review 17 70- 83

L'impact de l'épargne domestique sur la croissance a connu une attention particulière dans la littérature récente. Théoriquement, il y a une relation de causalité à deux sens entre l'épargne et la croissance. L'hypothèse du cycle de vie prédit une causalité de l'épargne vers la croissance.

L'hypothèse du revenu permanent prédit, quant à elle, une relation inverse entre les deux variables. L'hypothèse prévoit une corrélation négative entre la croissance du revenu et le taux d'épargne. Les individus rationnels, en anticipant une décroissance des revenus futurs, augmenteront leur épargne. Cette hypothèse est illustrée par Campbell (1987) et aussi discutée par Attanasio, Picci, et Scorn (2000) parmi tant d'autres auteurs.

Pendant ce temps, Loayza, Schmidt-Hebbel, et Servèn (2000) font remarquer que la causalité inverse entre l'épargne et la croissance est aussi possible et que ce résultat provient de l'accumulation de capital physique.

Carroll et Weil (1994) dans un article très célèbre ont étudié la relation dynamique entre l'épargne et le taux de croissance en analysant les données de 64 pays sur la période allant de 1958 à 1987. Ils ont démontré que la croissance cause Granger l'épargne mais non l'inverse.

D'un autre côté, les articles de Levine et Renelt (1992) et Mankiw, Rommer et Weil (1992) entre autres ont montré que l'épargne induit la croissance à travers la chaîne épargne-investissement.

Un article de Attanasio et al (2000) trouve un lien robuste de la connexion entre épargne et croissance sur une vaste étendue de données de Panel. Ils démontrent que la croissance cause Granger l'épargne. Rodrik (2000) suggère que la croissance a tendance à conduire l'épargne et non le contraire. Il argumente que les transitions faibles des pays dues à l'amélioration des termes du commerce international ou à l'augmentation de l'investissement domestique ont souvent enregistré permanemment des taux d'épargne élevés (Laureti Lucio et al ,2005).

La théorie néoclassique suggère que l'IDE peut être un moteur pour la croissance économique. Cela s'explique par le fait que l'IDE (a) peut augmenter la formation du capital et élever le niveau de l'emploi ; (b) peut promouvoir les exportations manufacturières ; (c) peut induire des ressources supplémentaires comme le capital, les aptitudes de management, les flux de connaissance et autres (Balasubramanyan, Salisu, et Sapsford, 1996 ; Borenztein, de Gregoric et Lee, 1998 ; Grossman et Helpman, 1991) ; et (d) aboutit à une haute technologie et à un

renversement des effets (Markusen et Venables, 1999 ; Wei, 1995 ; Zhang, 2001, peuvent être cités).

Le rôle des exportations est reconnu depuis longtemps comme un facteur de la croissance dans la littérature (voir Feder, 1992 ; Rodriguez et Rodrik, 1999).

Un article de Rand et Tarp (2002) apporte une opinion différente. L'IDE a aussi été considéré comme la source de la formation de capital. Dans leur estimation de la relation entre l'IDE et la production, il n'y a pas une relation générale entre les deux variables. Leurs résultats révèlent une non connexion entre l'investissement domestique et l'IDE. En effet, ils ont montré qu'il y a beaucoup plus de volatilité dans l'IDE que dans les flux d'aides étrangères. Ils soutiennent que la stabilisation de l'IDE est primordiale dans la modification des cycles d'affaires.

Sur ce plan de la recherche, Razin, Sadka et Yuen (1999) ont développé un modèle théorique avec asymétrie d'informations dans lequel, l'IDE pourrait donner de mauvais signaux à travers les conditions sociales dues au retour du capital domestique.

En présence d'un marché de crédit domestique bien développé, le mauvais signal conduit à une perte de bien être dans beaucoup de pays.

Dans le modèle néoclassique, l'impact de l'IDE sur le taux de croissance de la production est contraint par une diminution à la baisse du capital. Il en résulte que l'IDE peut augmenter seulement la production mais n'affecte pas son taux de croissance. En d'autres termes, l'IDE ne peut pas modifier le taux de croissance de la production à long terme ; donc dans ce cas on ne peut pas considérer l'IDE comme un moteur de la croissance.

Cependant dans la nouvelle théorie économique, l'IDE affecte non seulement le niveau de la production mais également son taux de croissance. Boreztein, de Gregoric et Lee (1998) et de Mello ont démontré que les afflux de capitaux promeuvent la croissance dans les pays en développement. Bailliu (2000) illustre que les flux de dettes à long terme, les crédits bancaires et commerciaux, et les flux de portefeuille de bonds sont négativement liés à la croissance.

Rodriguez et Rodrik (1999) et Laureti (2001) estiment les effets du commerce international sur la croissance : les pays caractérisés par une ouverture insuffisante au commerce international sont limités en matière de croissance économique.

L'analyse de Aitken, Hanson et Harrison (1997), tente d'estimer les effets indirects des activités des entreprises nationales et multinationales sur la performance à l'exportation. Plus

précisément, la question est de savoir si une localisation à proximité d'entreprises exportatrices réduit le coût d'entrée d'autres exportateurs potentiels. Un test Probit est effectué sur un panel de 2 104 entreprises manufacturières au Mexique sur la période 1986-1990, et montre que la probabilité qu'une entreprise locale exporte augmente avec une localisation à proximité des multinationales.

Dans une analyse comparative entre la Hongrie et le Vietnam sur le rôle des IDE dans l'évolution des échanges extérieurs des pays en transition, Mainguy et Ruguff (2003) indiquent que l'ouverture aux IDE a bouleversé l'insertion et la spécialisation de la Hongrie, alors que l'influence sur le Viêt-nam est plutôt modeste. Dès 1993, les firmes à capitaux étrangers assurent plus de la moitié des exportations de la Hongrie, mais c'est à la seconde moitié des années 1990 que leur influence devient décisive. On estime qu'en 1998, elles étaient à l'origine de 85.9% des exportations du pays.

Plusieurs études récentes concernant les salaires payés par les filiales étrangères implantées dans les PED, ont été basées essentiellement sur des données sectorielles de l'industrie manufacturière. Les données généralement collectées par des enquêtes nationales et rassemblées par la Banque Mondiale, ont été utilisées par Ann Harrison et ses collaborateurs.

C'est ainsi que pour la Cote d'Ivoire, le Maroc et le Venezuela, Aitken, Harrison et Lipsey (1996) ont trouvé des différences statistiquement significatives entre les salaires payés par les filiales étrangères et les entreprises domestiques.

Une étude effectuée par Haddad et Harrison (1993) sur le cas du Maroc a montré qu'en moyenne les salaires dans les filiales étrangères sont 70% plus élevés que ceux payés par les autochtones, (p.55). Cette différence est due en partie à une plus grande taille des filiales étrangères par rapport aux entreprises domestiques. D'ailleurs, lorsque les deux auteurs tiennent compte de cet effet de taille la différence est réduite à 30%.

En étudiant les salaires moyens dans 4 pays de l'Asie de l'Est sur des périodes allant de 14 à 23 années Ramsteller (1999), a constaté que les salaires sont relativement plus élevés dans les filiales étrangères. Pourtant, à Taiwan et à Singapour les différences n'étaient pas significatives.

En travaillant sur cinq pays africains, Te Velde et Morrissey (2001), ont pu utiliser une base de données par couple employeur-employé. Ceci, leur a permis de tenir compte de la taille des firmes ainsi que des caractéristiques propres des travailleurs. En tenant compte de l'âge, de la

titularisation et de l'éducation des travailleurs leur estimation économétrique, prouve que les firmes étrangères payent des salaires de 20% à 40% plus élevés que ceux payés par les autochtones.

Lipsey et Sjöholm (2004) ont effectué plusieurs mesures concernant les retombées de la présence étrangère sur les salaires des firmes domestiques. Les coefficients de la contribution étrangère dans les équations des salaires étaient plus importants que les différentiels des salaires observés, indiquant un certain effet à travers l'augmentation de la demande de travail. Les coefficients sont généralement plus élevés pour les cols blancs que pour les cols bleus. De même, les deux auteurs concluent qu'une présence étrangère plus importante semble induire des salaires plus élevés dans les entreprises locales et a pour effet d'augmenter le niveau général des salaires dans une région et une industrie.

Girma et al. (2001) ont testé les effets spillovers sur les salaires des firmes domestiques en Grande Bretagne sur la période 1991-1996. La seule caractéristique de la firme qui semble influencer l'importance des effets spillovers sur les salaires est l'écart de productivité entre les firmes domestiques et étrangères. Plus cet écart est grand, plus faible sera l'effet spillover. La seule caractéristique de l'industrie affectant les effets spillovers sur les salaires est le degré d'ouverture aux importations. Plus ce degré est élevé plus l'effet spillover sera grand.

Görg et Greenaway (2001) ont effectué un survol de la littérature sur les effets spillovers. Certaines études sur les retombés sur les salaires ont été incluses dans leur survol. Les deux auteurs indiquent que les résultats concernant les études en données de panel ont montré pour la plupart des retombées négatives. En revanche, une grande majorité des études a montré des effets spillovers positifs au niveau des salaires.

En commentant les résultats de Gorg et Greenaway (2001), Lipsey (2002) indique qu'il y a suffisamment d'indications pour les effets spillovers positifs sur les salaires excluant ainsi toutes conclusions qui affirment que ces effets sont négatifs. Enfin, l'auteur avance qu'il faut tenir compte davantage aussi bien des spécificités et des politiques des pays que des caractéristiques des firmes et des industries. En effet, L'auteur argumente que ces facteurs peuvent promouvoir ou entraver les spillovers, (Lipsey, 2002,).

Markusen et Venables (1999), ont établi un modèle théorique pour analyser l'effet de l'entrée des firmes multinationales sur l'investissement domestique dans un pays d'accueil. Ils ont conclu que, le crowding in dépend de la stratégie suivie par ces multinationales (production

pour le marché local ou l'exportation à l'étranger et si le volume des liens en amont générés par les multinationales est le même, que celui produit par les firmes locales, ou s'il est relativement plus faible. Plus ces liens sont importants et plus la probabilité du crowding in sera grande et plus la probabilité du crowding out sera faible.

Dans une étude sur l'IDE et le commerce, Menegaldo et Moustier (2002) ont analysé les flux bilatéraux d'investissement direct étranger entre l'Europe et les pays du sud de la méditerranée entre 1985 et 1997. Les deux auteurs ont proposé de tester la relation entre l'IDE et le commerce. Ce dernier a été appréhendé par les exportations et les importations. Leur étude a fait apparaître une relation de cointégration dans le cas marocain, tunisien et turc ce qui a permis de conclure à l'existence d'une relation de long terme entre les investissements directs étrangers, d'une part, et les exportations et les importations, d'autre part.

En appliquant un modèle économétrique sur 4 pays méditerranéens (l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et la Turquie) sur une période de 23 ans de 1975 à 1997, Soliman (2003, cité dans Alaya, 2004) constate que l'IDE semble avoir un effet positif sur les exportations manufacturières.

Cependant, l'importance de cet effet est si faible pour générer une amélioration de la performance à l'exportation.

Pour montrer que l'IDE permet d'accélérer l'accumulation du capital humain, Ramos (2001) a effectué une étude sur un panel de 138 pays qui s'étend de 1965 à 1995. La variable dépendante est le taux de croissance du capital humain.

Les variables explicatives sont les flux d'IDE, l'investissement domestique, et les dépenses d'éducation. Les résultats du modèle indiquent une relation positive et significative entre le taux de croissance du capital humain et l'investissement direct étranger. Ainsi, une augmentation de 1% de l'IDE implique une augmentation de 0.12% du taux de croissance du capital humain. De même le modèle indique une corrélation positive et significative entre le taux de croissance du capital humain et l'investissement domestique. Cependant, l'effet de ce dernier sur la variable dépendante est moins important que celui de l'IDE. En effet, alors que l'élasticité IDE et taux de croissance du capital humain est de 0.12%, elle n'est que de 0.075% pour l'investissement domestique. Ceci prouve donc la place prépondérante de l'IDE dans l'accumulation du capital humain.

Le même auteur a étudié aussi l'effet de l'IDE sur le marché de travail au Mexique et en Irlande. Les résultats suggèrent que, la concentration géographique des flux de l'IDE au

Mexique, a été accompagnée par une concentration du capital humain. Alors qu'en Irlande, les flux chroniques des IDE ont été étroitement suivis par un accroissement chronologique du taux de scolarisation au secondaire.

Dans une étude Lipsey (2000) trouve également que le ratio IDE/PIB, combiné au niveau d'éducation, est un facteur déterminant de l'augmentation du revenu réel par tête des PVD entre 1970 et 1995. A la différence de Bronstein, De Gregoric et Lee (1998), les seuls flux d'IDE ont un effet positif, mais moins marqué, sur la croissance. En outre, plus un pays est « en retard par rapport aux Etats-Unis » en termes de revenu par habitant, plus sa croissance sera rapide, confortant la thèse du rattrapage.

2) Les afflux de capitaux extérieurs : les limites

Une littérature récente souligne certaines inquiétudes à propos des effets néfastes des flux de capitaux sur les pays bénéficiaires. Par exemple l'investissement direct étranger destitue l'épargne domestique (Cohen, 1993 ; Papanek, 1973 ; Reinhart et Talvi, 1998).

Dans un papier en 1973, Papanek a démontré les effets significativement néfastes des différents types de capitaux sur l'épargne nationale. En se basant sur un échantillon de 85 pays en développement, Papanek trouve que le capital étranger inhibe l'épargne domestique.

Spécialement il montre que l'aide étrangère, l'investissement privé et les autres capitaux inhibent l'épargne nationale et une réduction de l'épargne domestique peut augmenter à terme la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

L'entrée des firmes multinationales peut affecter négativement les firmes locales étant donné leur pouvoir de marché en terme d'avantages technologiques, des produits de marques, ainsi que des techniques agressives de marketing (Kumar, et Pradhan, 2002).

Les risques inhérents à certains types de mouvements de capitaux sont de deux sortes. Tout d'abord, ils peuvent amplifier les pertes de bien-être dues à la distorsion de structures de production et de consommation et deuxièmement, ils peuvent entraîner des faillites et des pertes de production en cas de retrait brutal des capitaux. Les pays y seront d'autant plus vulnérables si les capitaux étrangers se sont portés vers les secteurs protégés. La plupart des pays importateurs de capitaux ayant libéralisé leurs échanges et procédé à une réforme structurelle, ce problème se pose avec moins d'acuité aujourd'hui. Reste que des secteurs financiers mal réglementés

provoquent souvent des distorsions liées à l'expansion du crédit que les capitaux étrangers amplifient.

En ce qui concerne le risque de retrait soudain, la crise asiatique a amplement confirmé l'adage des banques selon lequel « ce n'est pas la vitesse qui est dangereuse, mais l'arrêt brutal » : les nombreuses faillites, la disparition des circuits de crédit locaux et l'obsolescence du capital humain qui en ont résulté l'attestent. Plus la dévaluation réelle nécessaire pour faire face aux variations des mouvements de capitaux est importante, plus les bouleversements financiers provoqués seront profonds.

L'IDE peut évincer donc l'investissement domestique et pourrait alors provoquer l'appauvrissement du pays d'accueil (Fry, 1992, et Agosin et Mayer 2000). Agosin et Mayer (2000) ont analysé l'effet des valeurs retardées des flux d'IDE sur les taux d'investissement des pays hôtes afin d'examiner l'effet de l'IDE sur l'investissement domestique (effet d'éviction ou effet d'entraînement) sur la période 1970-1995. Ils ont trouvé que l'IDE exerce : un effet d'entraînement sur l'investissement domestique dans les pays asiatiques, un effet d'éviction dans les pays de l'Amérique Latine, enfin un effet neutre en Afrique.

Ils constatent que les effets de l'IDE ne sont pas toujours favorables et que les politiques simplistes ont peu de chance d'être optimales.

Soto (2000) montre que, dans un système financier faiblement développé, ces flux peuvent avoir un impact négatif sur la croissance ; il explique qu'en présence d'un système financier fragile, ces capitaux ne peuvent pas trouver d'opportunités d'investissements productifs.

En se basant sur un échantillon de 85 pays en développement, Papanek trouve que le capital étranger inhibe l'épargne domestique.

Bouklia et Zatlà (2001), soutiennent l'absence de complémentarité entre l'IDE et l'investissement domestique dans les PSEM, et n'excluent pas l'hypothèse d'effet d'éviction de l'investissement domestique par les IDE ce qui réduit leur contribution à la croissance économique. Pour expliquer ceci, les deux auteurs ont avancé l'hypothèse que, « à côté d'éventuels effets de seuil ou d'une insuffisante capacité d'absorption technologique des entreprises locales, c'est, tout autant, l'absence de complémentarité entre le capital étranger et local qui expliquerait le faible impact de l'IDE sur la croissance des Economies Sud et Est Méditerranéennes. » (Bouklia et Zatlà, 2001, p.17 cité par Alaya)

Selon une étude effectuée, si l'on compare les périodes 1983–1989 et 1990–1997, la tendance de l'IDE à évincer l'investissement local s'est amplifiée dans toutes les régions en développement. Une étude de Harrison et Mc Millan (2002) sur l'impact des IDE sur les marchés financiers de la Côte d'Ivoire entre 1974 et 1987 montre que les FMN, grâce à la supériorité de leurs garanties et de leur rentabilité, bénéficient d'un accès plus facile aux banques locales, au détriment des entreprises locales. Un résultat similaire est rapporté concernant le Maroc entre 1984 et 1992, où l'on s'est aperçu que les IDE augmentaient le risque des entreprises dans les branches dominées par des producteurs locaux dont l'accès aux marchés locaux du crédit était devenu plus difficile, (Vora, 2001).

La première analyse de l'effet de l'IDE sur la croissance, dans le cadre d'un modèle endogène, a été réalisée par Bronstein, De Gregoric et Lee (1998). En partant, du modèle de Romer, dans lequel le progrès technique est matérialisé, les deux auteurs, cherchent à rendre compte des mécanismes qui sous-tendent le transfert de technologie. Les deux auteurs, ont prouvé empiriquement que l'IDE n'a d'impact positif, que si le niveau de scolarisation de la population, dépasse un seuil donné. Ainsi, l'effet positif de l'IDE sur une économie, dépendra en premier lieu de son interaction avec le capital humain.

Blomstom et al. (1992), en étudiant l'effet de l'IDE sur la croissance, ont démontré que l'ampleur de celui-ci, dépend du stock de capital humain disponible dans le pays hôte. Ils ajoutent que cet impact peut se révéler négatif dans les pays dotés d'un faible niveau de capital humain.

De même, Crankovic et Levine (2000), en utilisant un panel de 72 pays sur la période de 1960 à 1995, n'ont pas trouvé un effet significatif de l'IDE sur la croissance économique.

Cependant, ils ont constaté un impact positif et significatif de l'IDE sur la formation du capital domestique, quoique, cette relation semble être peu robuste et dépend de la spécification des régressions effectuées.

Cela étant, l'IDE peut avoir un effet négatif sur la croissance économique, Brewer (1991) a montré empiriquement qu'il existe une corrélation négative entre la croissance économique et l'IDE. Cette corrélation négative revient à l'effet de domination exercée par les firmes étrangères ce qui peut décourager les firmes locales à développer leurs propres activités de R&D.

Dans une étude plus récente, qui a porté sur 67 pays en voie de développement entre 1970 et 1995, Hermes et Lensink (2003), ont constaté un impact négatif de l'IDE sur la croissance.

Cependant, cet effet devient positif lorsque la variable IDE est combinée avec le taux de scolarisation ou la variable décrivant le marché financier. En adoptant la même logique Durham (2004) et Alfaro et al. (2004) ont examiné la trilogie : efficacité et réglementation des marchés financiers- IDE - et croissance. Ils constatent que les pays dotés d'un meilleur système et une meilleure réglementation du marché financier sont mieux placés pour exploiter plus efficacement l'IDE et atteindre un taux de croissance plus élevé.

En utilisant les tests de causalité de Granger sur des données sur le Maroc, Balimounoune (2004), a constaté une relation à double sens entre les IDE et les exportations marocaines.

Cependant pour le lien entre l'IDE et la croissance, le test indique que celui-ci est plutôt dans le sens IDE- croissance. Autrement dit autrement, l'IDE explique la croissance économique, alors que celle-ci n'explique pas celui-là.

Darrat et al. (2005) ont essayé d'étudier l'effet de l'IDE sur la croissance économique. Pour se faire, ils ont mené une analyse comparative qui a porté sur 23 pays appartenant à deux régions différentes à savoir l'Afrique du Nord et le Moyen Orient (MENA) et l'Europe Centrale et Orientale. A partir d'une estimation par les doubles moindres carrés ordinaires et en utilisant des données sur la période 1979-2002, ils constatent que les flux d'IDE stimulent la croissance économique seulement dans les pays candidats à l'UE.

Cependant, l'effet de l'IDE au niveau des pays du MENA et les pays non candidats, est négatif ou inexistant. Les auteurs avancent l'idée que ; la candidature pour devenir membre de l'UE semble être un facteur catalyseur pour une application plus étendue et plus efficace des réformes, ce qui aurait contribué à la création d'effets positifs des flux IDE sur la croissance économique.

Dans une étude basée sur des données portant sur six pays arabes (Arabie Saoudite, Oman, Maroc, Jordanie, Tunisie, et l'Egypte) sur la période 1978-98, Sadik et Bolbol (2001) ont constaté un effet significativement négatif de l'IDE sur la productivité globale des facteurs (PGF) dans le cas de l'Arabie Saoudite, la Tunisie, et l'Egypte. Pour la Jordanie l'effet est statistiquement insignifiant, alors que pour le Maroc et Oman, les résultats ne sont pas clairs. Les deux auteurs expliquent ceci par une grande vulnérabilité des taux de croissance de ces deux pays aux facteurs externes (la volatilité des prix du pétrole pour Oman et les aléas climatiques pour le secteur agricole marocain).

Meschi (2006) a étudié l'effet de l'IDE sur la croissance économique des pays du Nord Afrique et du Moyen Orient. Sa conclusion est que l'IDE n'a pas d'effet positif sur la croissance économique. En effet, en s'appuyant sur un travail économétrique utilisant des données de panel de 14 pays de la région sur la période 1980-2003, elle trouve que le coefficient de l'IDE est généralement négatif, sinon il est rarement significatif. Elle attribue ce résultat à la forte concentration des IDE dans ces pays dans le secteur primaire et particulièrement le secteur des hydrocarbures.

Après avoir établi un modèle de croissance endogène intégrant la variable IDE, Bashir (2001), a voulu tester la relation entre la croissance du PIB/tête et l'IDE dans six pays de la méditerrané (l'Algérie, l'Egypte, la Jordanie, la Tunisie, et la Turquie) sur la période 1975-2000.

En effectuant une estimation via un modèle à effet aléatoire il trouve que le coefficient de l'IDE est positif mais non significatif. Bashir explique ceci par la faiblesse du volume d'IDE accaparé par ces pays durant les années 1980 et 1990. De même l'auteur trouve un coefficient négatif et significatif du capital humain (approximé par le taux de scolarisation brute au secondaire), un résultat attendu suivant Bashir (2001), du fait que tous les pays de l'échantillon ont connu des taux de scolarisation brutes au secondaire assez faibles.

Dans une étude qui a porté sur 9 pays du bassin sud et est de la Méditerranée (PSEM), Bouklia et Zatla (2001), ont abordé l'analyse de l'IDE à travers la détermination des facteurs de sa localisation d'une part, et l'évaluation, d'autre part, de son effet sur la croissance économique. Ils constatent que l'IDE agit de façon faiblement significative sur la croissance des économies sud méditerranéennes.

A l'instar de ces résultats, il s'avère que les études qui ont été menées pour étudier la relation entre la croissance économique et l'investissement direct étranger, sont peu concluantes.

Cependant on a le sentiment qu'il y a une tendance à confirmer le lien positif entre ces deux variables. L'image donnée par les analyses qui ont été effectuées pour le compte des pays méditerranéens nous laisse davantage perplexes. Les propos de Giovannetti et Ricchiuti (2005) ne peuvent que conforter un tel avis : « L'IDE est généralement associé à une augmentation de la productivité et de la croissance. Il représente aussi un important facteur du transfert de la technologie, stimule l'innovation et contribue à l'amélioration de la compétitivité ». Ainsi, théoriquement, l'IDE a un impact positif sur la croissance. Cependant, ceci n'a pas été toujours confirmé par les résultats empiriques. Pour ces pays, il n'y a pas une évidence empirique pour

soutenir l'hypothèse de l'effet positif de l'IDE sur la croissance. Ce manque de certitude s'explique d'un côté par la faiblesse de la part de ces pays en IDE aussi bien en terme absolue que relatif (en pourcentage du PIB), et d'autre part par le caractère de la croissance dans ces pays », (p.17).

Les résultats mitigés (voir tableau 5) sous-tendent l'idée que l'effet de l'IDE dépend étroitement des caractéristiques propres du pays d'accueil et de la nature de l'IDE en question.

Un effet plus favorable de l'IDE sur une économie d'accueil est intimement lié à la diffusion des externalités ou spillovers aux firmes locales par les firmes multinationales.

Toutefois, de telles externalités, peuvent ne pas avoir lieu, en raison de faibles liens avec les firmes locales ou une faible capacité d'absorption, (Kumar et Pradhan, 2002).

Tableau 5 : Quelques travaux concernant l'effet de la libéralisation du compte de capital sur la croissance économique

| Etudes | Nombre de pays | Période | Effet sur la croissance |
|--|----------------|------------|-------------------------|
| Alesina Grilli et Milesi-Ferretti 1994 | 20 | 1950-1989 | Pas d'effet |
| Grilli et Milesi-Ferretti 1995 | 61 | 1966-1989 | Pas d'effet |
| Quinn 1997 | 64 | 1975-1989 | Effet positif |
| Kraay 1998 | 117 | 1985-1997 | Pas d'effet |
| Rodrik 1998 | 95 | 1975-1989 | Pas d'effet |
| Klein et Olivei 2000 | 92 | 1986-1995 | Effet positif |
| Chanda 2000 | 116 | 1976 -1995 | Effet positif |
| Arteta, Eichengreen et Wyplosz 2001 | 59 | 1973- 1992 | Effet mixte |
| Bekaert Harvey et Lundblad 2001 | 30 | 1981- 1997 | Effet positif |
| Edwards 2001 | 62 | 1980s | Effet positif |
| O'Donnell 2001 | 94 | 1971-1994 | Pas d'effet |
| Reisen et Soto 2001 | 44 | 1986-1997 | Effet mixte |
| Edison, Levine, Ricci et Slok 2002 | 89 | 1973-1995 | Effet mixte |
| Edison, Levine, Ricci et Slok 2002 | 57 | 1980-2000 | Pas d'effet |
| Chinn et Ito 2002 | | 1982-1997 | Effet positif |

Sources : Nabil Maalel et Zouhair Elkadhi, 2004 « Contribution au colloque EMMA-Madrid : Libéralisation des mouvements de capitaux et mésalignement du taux de change et croissance économique »

Une importante conclusion qui émerge de la littérature est que l'effet de l'investissement direct étranger sur la croissance peut être positif ou négatif. Donc la contribution de l'IDE au processus de croissance d'une économie en développement est une question empirique et justifie ainsi de nouvelles recherches en la matière. C'est dans ce contexte que s'inscrit notre étude portant sur le cas du Sénégal entre 1980 et 2003.

Le dernier chapitre sera consacré à la méthodologie de travail et aux résultats issus de la régression

Cette dernière partie de notre travail va aborder l'estimation empirique du lien entre l'Investissement Direct Etranger et la Croissance économique au Sénégal. Ce chapitre comprend deux parties. Dans la première partie nous allons exposer notre méthodologie de travail. La seconde partie sera consacrée aux estimations empiriques et aux recommandations de politiques économiques.

I) La méthodologie de travail

Au-delà des explications économiques que nous venons d'avancer dans la première partie, pour expliquer les résultats mitigés de l'effet de l'IDE sur la croissance économique, plusieurs critiques d'ordre technique sont à adresser aux différents travaux empiriques.

En effet, plusieurs études concernant la relation IDE-croissance, ont été effectuées dans un cadre statique et comparatif (données de Panel et coupes transversales), en négligeant dans la plupart des cas la spécificité des pays étudiés (Alaya, 2004). Et même lorsque celle-ci est prise en compte, l'aspect dynamique de l'effet de l'IDE sur la croissance était souvent négligé par les chercheurs, or la présence des spillovers implique une interaction entre les différents déterminants de la croissance, ce qui rend nécessaire d'introduire cet aspect dynamique dans les différentes analyses.

Par ailleurs, vu que l'IDE pourrait être attiré par des pays avec un taux élevé de croissance, les relations observées peuvent souffrir de problèmes de causalité.

Un autre problème résulte de l'omission de variables importantes dans l'explication de la croissance économique. En effet, dans plusieurs études empiriques, seulement une ou deux variables ont été introduites à côté de l'IDE afin d'expliquer la croissance économique. Ceci est peu conforme à l'étude de la relation entre la croissance et l'IDE, vu que l'omission des variables peut conduire à des estimations fallacieuses du fait que l'IDE pourrait être significativement corrélé avec d'autres variables, qui, à leurs tours, affectent la croissance. Dans ce cas, l'omission de variables importantes, dans l'équation de régression, peut donner des estimations biaisées du

coefficient de l'IDE, puisque ce dernier pourrait fort probablement absorber l'impact de ces variables omises. Ainsi, il devient crucial de savoir de quelles façons et dans quelles mesures, l'IDE interagit avec les autres variables explicatives. Plusieurs facteurs sont susceptibles d'exercer un impact positif sur la croissance (par exemple le capital humain, la formation du capital domestique, l'échange, le transfert de technologie).

Pour dépasser les problèmes méthodologiques, les chercheurs ont adopté différentes approches, tels que les tests de causalité au sens de Granger et les analyses de cointégration pour les séries temporelles (par exemple De Mello, 1999).

D'autres ont utilisé les techniques des variables instrumentales pour les données de Panel afin d'identifier l'effet autonome de l'IDE sur la croissance (par exemple Carkovic et Levine, 2000, Reisen et Soto, 2000, et Lesink et Morrisey, 2001).

Enfin, il y a eu la construction et l'estimation d'un modèle structurel basé sur les triples moindres carrés par Bende et al .2000.Ce modèle de Bende et al a été appliqué à une économie en développement, en l'occurrence, celle de la Tunisie sur la période allant de 1973 à 2000, par Marouane Alaya (2004).

1) Le modèle

Afin de bien tenir en compte des effets réciproques qui lient la croissance économique à l'investissement direct étranger au Sénégal sur la période 1980-2003, nous avons construit un modèle à équations simultanées. Le modèle comprend six variables que sont :

- L'investissement direct étranger (**IDE**)
- Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut par habitant (**CR**)
- Le capital humain (**KH**) mesuré par la variation du taux d'alphabétisation
- Un indicateur de compétitivité (**COMPT**) mesuré par le ratio du salaire réel par tête sur la productivité du travail dans le secteur manufacturier.
- L'indicateur d'infrastructure (**INF**) mesuré par le nombre de lignes téléphoniques pour mille (1.000) personnes
- Le taux de croissance des exportations (**EXP**)

La structure de notre modèle qui suppose une forme linéaire est la suivante :

$$(1) : IDE = \alpha_0 + \alpha_1 CR + \alpha_2 COMPT + \alpha_3 INF + V_t$$

$$(2) : CR = \eta_0 + \eta_1 IDE + \eta_2 EXP + \eta_3 KH + U_t$$

Notre modèle comporte deux variables endogènes (**IDE**, **CR**) et quatre variables exogènes (**KH**, **INF**, **EXP**, **COMPT**).

Les termes résiduels sont V_t et U_t respectivement pour l'équation (1) et pour l'équation (2).

2) La spécification du modèle

Les facteurs qui déterminent les décisions d'investissement sont variés et ne relèvent pas du seul domaine économique. L'équation des déterminants (**équation (1)**) contient les variables quantifiables que nous considérons comme les plus fréquemment utilisées comme déterminants des **IDE**. Il s'agit de la croissance économique (mesuré ici par le PIB par habitant), des infrastructures et d'un indicateur de compétitivité. Cependant il existe des facteurs qualitatifs non moins importants tels que la stabilité politique, les politiques incitatives qui sont d'une importance cruciale pour la détermination des **IDE**.

Mais les difficultés et les controverses afférentes à la définition et la quantification de ces variables, nous empêchent de les introduire dans cette analyse.

La variable **CR** (PIB par habitant) représente l'hypothèse de croissance et à un degré moindre l'hypothèse de la dimension du marché. L'hypothèse de grandeur de marché souligne la nécessité d'un marché assez large pour l'utilisation efficace des ressources et l'exploitation des économies d'échelle. Selon cette hypothèse l'augmentation de la taille du marché peut engendrer l'arrivée des flux d'**IDE**, voire leur augmentation (Scaperlanda et Mauer, 1969 ; Torrasi, 1985).

Le taux de croissance du produit intérieur brut peut être utilisé pour capter la performance de l'économie. Un taux de croissance soutenu et continu du produit intérieur brut élevé accouplé à un marché intérieur assez ouvert, assez grand, et aussi à de très bonnes infrastructures sont de très bons signaux pour de potentiels investisseurs étrangers. L'hypothèse de croissance prévoit une relation positive entre **IDE** et **CR**, elle stipule qu'une croissance rapide de l'économie offre relativement de meilleures opportunités pour faire des bénéfices qu'une économie qui croît

lentement ou qui n'accuse aucune croissance (Lim, 1983). Ainsi un taux de croissance impressionnant peut être pris comme un signal favorable par les investisseurs étrangers dans leur prise de décision en matière d'investissement.

Pour l'équation (2), sous l'hypothèse de modernisation, l'IDE stimule la croissance économique en apportant du sang neuf et de par cette croissance tous les autres secteurs de l'économie en bénéficient. Ainsi il est considéré comme un moteur de croissance pour les pays les moins avancés, donc on s'attend à ce que le coefficient de l'IDE soit positif. L'un des principaux déterminants de la croissance économique d'un pays en Développement comme le Sénégal est la recette tirée de ses exportations (EXP) essentiellement dominées par des produits agricoles, des produits de la pêche et des matières premières. Cela dit le coefficient des exportations doit être de signe positif. On s'attend aussi à ce que le signe de la variable -capital humain soit positif. En effet la théorie de la croissance endogène a démontré que l'impact du capital humain sur la croissance économique d'un pays est déterminant. La nature de l'indicateur de compétitivité indique que son impact doit être négatif dans le cas du Sénégal.

3) La méthode d'estimation

Notre modèle est composé d'un système à équations simultanées. Dans le cadre des équations simultanées, les méthodes d'estimation que nous pouvons utiliser sont fonction du critère d'identifiabilité du modèle :

-Si l'équation est sous identifiée, il n'y a pas d'estimation possible.

-Si l'équation est juste identifiée, on utilise comme méthode d'estimation les moindres carrés indirects ou les doubles moindres carrés.

-Si l'équation est sur identifiée, on utilise comme méthode d'estimation les doubles moindres carrés.

Soient :

g = le nombre de variables endogènes du modèle (ou encore nombre d'équations du modèle) ;

k = le nombre de variables exogènes du modèle

g' = le nombre de variables endogènes figurant dans l'équation à identifier ;

k' = le nombre de variables exogènes figurant dans l'équation à identifier ;

r = le nombre de restrictions sur les coefficients (il y a restriction sur un coefficient, chaque fois qu'un paramètre est contraint par l'écriture du modèle à être égal à une valeur déterminée).

Les conditions nécessaires d'identifiabilité s'énoncent ainsi :

-Si $(g - g') + (k - k') + r < g - 1$ alors l'équation est sous identifiée

-Si $(g - g') + (k - k') + r = g - 1$ alors l'équation est juste identifiée

-Si $(g - g') + (k - k') + r > g - 1$ alors l'équation est sur identifiée.

Pour le cas de notre modèle, $r = 0$, $g = 2$ (nombre d'équations) et $k = 4$ (nombre de variables exogènes).

Nous allons maintenant étudier l'identification des équations au cas par cas.

-Pour l'équation (1)

$$(1) : IDE = \alpha_0 + \alpha_1 CR + \alpha_2 COMPT + \alpha_3 INF + V_t$$

$g = 2$, $k = 4$ $g' = 2$ $k' = 2$; $(g - g') + (k - k') = (2-2) + (4-2) = 2 > (g-1) = 2-1=1$, donc l'équation (1) est sur identifiée.

-Pour l'équation (2)

$$(2) : CR = \eta_0 + \eta_1 IDE + \eta_2 EXP + \eta_3 KH + U_t$$

$(g - g') + (k - k') = (2-2) + (4-2) = 2 > g-1 = 2-1=1$; donc l'équation (2) est sur identifiée.

Dans notre modèle toutes les deux équations sont sur identifiées. Donc, nous pouvons appliquer la méthode des doubles moindres carrés. Cette méthode est la plus utilisée. Dans la pratique, elle s'applique pour tous les modèles justes ou sur identifiés.

II) Les résultats de la régression et recommandations de politiques

1) L'estimation de l'équation

L'estimation des équations de notre modèle par la méthode des Doubles Moindres Carrés (Logiciel EVIEWS) a donné les résultats suivants :

-Pour l'équation (1)

$$\text{IDE} = 1.207 + 0.604 \text{ CR} - 7.915 \text{ COMPT} + 3.496 \text{ INF}$$

(0.043) (0.668) (-0.526) (3.382)

$$R^2 = 50.57 \%$$

$$F = 6.560$$

() t de Student

-Pour l'équation (2)

$$\text{CR} = -38.145 + 0.126 \text{ IDE} + 0.187 \text{ EXP} + 13.337 \text{ KH}$$

(-1.464) (1.262) (3.450) (1.576)

$$R^2 = 54.56 \%$$

$$F = 9.382$$

Pour l'équation 1, celle des déterminants de l'investissement direct étranger, nous constatons que la croissance économique a un signe attendu mais non significatif sur l'IDE au Sénégal. Ceci pourrait témoigner que le principal motif de l'implantation des entreprises étrangères au Sénégal n'est pas essentiellement la recherche des parts de marché, mais plutôt, la minimisation des coûts des facteurs dans une logique de rationalisation de la production. L'infrastructure est significative et a le signe approprié. Cette situation est compatible avec un IDE vertical qui, par hypothèse, est sensible aux coûts des facteurs et à l'ouverture économique (Hansen, 2001 ; Markusen et al. 1996). L'indicateur de compétitivité a un signe attendu même s'il n'est pas significatif. En effet l'IDE tend à la hausse si la valeur de l'indicateur diminue. En fait

il y'a baisse de la valeur de l'indicateur si le salaire réel par tête augmente dans une proportion inférieure à celle de la productivité du travail. Dans ce cas la rentabilité de l'IDE devient élevée et les investisseurs étrangers seront incités à injecter beaucoup plus de flux de capitaux dans le pays. Cependant tel n'est pas le cas pour le Sénégal où l'indicateur est élevé du fait de la faiblesse de la productivité du travail.

Une étude de Mbaye, A.-A ; et Golub, S ;(2005) a confirmé cette faiblesse de la productivité du travail : avant la dévaluation de 1994,le salaire relatif au Sénégal était supérieur à la productivité relative du travail dans le secteur manufacturier.

En ce qui concerne l'équation 2, l'IDE a un signe approprié mais il n'est pas significatif. Cela se comprend vu le montant très faible de l'IDE que le Sénégal reçoit. Or avec un niveau très bas d'IDE, celui-ci ne peut pas alors contribuer significativement à la productivité globale des facteurs.

Une étude de Morisson & Talbi (1996), sur le cas de la Tunisie entre 1962 et 1990, a confirmé cet effet faible de l'IDE sur la croissance économique.

Le montant de l'IDE a été très faible au Sénégal. C'est en 1997 que leur montant a atteint le cap des 100 milliards de Franc CFA pour la première fois de son histoire (102.7 milliards de Franc CFA) suite à la privatisation de la SONATEL (APIX, 2004). Les changements de politiques économiques (Programmes d'ajustement structurel) et certaines mesures prises par l'Etat (par exemple la souplesse des conditions de licenciement) n'ont pas encore porté leurs fruits en matière d'attraction de l'IDE.

Au Sénégal le montant faible de l'IDE est généralement utilisé dans des secteurs où la contribution des nouvelles technologies est moins importante (textile, alimentation...).

Par contre, les exportations (qui traduisent le commerce international) déterminent significativement la croissance économique du Sénégal. Cela se comprend car la structure du PIB est dominée par les exportations. Ces dernières portent essentiellement sur des produits agricoles et des produits halieutiques.

Selon les théories de la croissance endogène, la croissance économique implique une interaction entre des facteurs économiques, sociaux et politiques. Le capital humain est un déterminant de la croissance économique même s'il n'est pas significatif. Pour le cas du Sénégal, cette non significativité peut s'expliquer par deux raisons : d'abord le stock de capital humain

n'est pas assez élevé et ensuite son effet prend du temps avant de faire ressentir ses effets sur la croissance économique.

2) Les recommandations de politiques

Notre étude a montré que l'IDE et la croissance économique interagissent positivement. La croissance économique a un impact non significatif sur l'IDE. Ce dernier n'a pas un impact significatif sur la croissance économique. A part l'infrastructure, tous les autres déterminants de l'IDE ne sont pas significatifs. Dans notre étude, nous avons utilisé comme déterminants de la croissance économique l'IDE, les Exportations et le capital humain. Ces facteurs expliquent la croissance à hauteur de 54.56 %.

La croissance serait plus forte si l'IDE parvienne à agir significativement sur celle-ci. Cela passe, nécessairement à notre avis, par l'injonction d'un volume (très) élevé d'IDE au Sénégal c'est le cas pour les économies en transition (Brésil, Argentine, Malaisie, Taiwan, Singapour etc.)

L'investissement a besoin d'un environnement socio-économique stable et d'un cadre juridique approprié.

Pour pallier ces insuffisances nous proposons, dans ce qui suit, des mesures de politiques qui pourraient, si elles sont bien appliquées, attirer davantage d'investissement direct étranger au Sénégal. Cela aura des effets directs et/ou indirects qui vont stimuler la croissance économique dans le Pays.

➤ Les formalités administratives

L'Etat doit beaucoup assouplir les procédures administratives pour la création des entreprises au Sénégal. Concernant l'allègement des formalités administratives générales, des progrès substantiels ont été réalisés (de 67 jours à moins de 30 jours environ pour la création d'entreprises), à travers notamment les actions initiées par l'APIX et la mise en œuvre des recommandations issues du Conseil Présidentiel sur l'Investissement (APIX, 2004).

Toutefois, ces progrès ont été annihilés par l'accroissement des durées constatées dans l'accès à des sites aménagés. Aussi, la durée totale du parcours administratif a-t-elle augmenté en moyenne de 495 à 563 jours entre 1998/99 et 2002 (Missions Economiques Régionales de Dakar, 2003).

Le Sénégal est toujours mal placé. Il est à la 106^{ème} place dans le classement mondial de ce critère important de la pratique des affaires¹⁵.

Dans ce domaine, la durée des procédures de création d'une entreprise gagnerait à être réduite encore. Une réforme adéquate doit être prise en accord avec les entrepreneurs.

La lutte contre la corruption doit être l'une des priorités des autorités car c'est un fléau qui rend inefficace toute bonne politique.

De même que l'on doit diminuer le nombre très élevé de jours fériés au Sénégal.

➤ **La fiscalité** □

La croissance de l'investissement direct est, en partie, une réaction à la fiscalité. Les firmes sont incitées à rechercher des moyens, légaux ou autres, d'y échapper. Ainsi, dans leur implantation, elles favorisent les pays appliquant des taux d'imposition plus bas.

Le Sénégal à l'image de beaucoup de PED, la fiscalité est caractérisée par la lourdeur et la complexité du système d'imposition avec généralement des taux très élevés. On doit adopter une véritable politique de soutien aux secteurs privés local et international par une politique fiscale harmonisée avec des taux assez bas. Même si en 2003, les autorités ont diminué l'impôt sur le bénéfice des sociétés de 7 points (il est passé de 35% à 28%)¹⁶ lors de la révision de l'impôt sur les sociétés et de celle du code des investissements, beaucoup de choses restent à faire.

➤ **La protection des investissements et l'étroitesse du marché** □

Le niveau de protection et de garantie des investissements peut encore être amélioré même si le risque n'est pas élevé au Sénégal.

La qualité de l'information donnée aux investisseurs doit être améliorée même si des projets notables ont été faits depuis la création de l'APIX, en 2000.

Le problème de l'étroitesse du marché peut être résolu dans le cadre d'intégration régionale avancée. En effet avec un marché de, un peu plus, de 210 millions d'habitants, les pays de l'Afrique de l'Ouest doivent, ensemble, alléger les procédures nécessaires à l'autorisation

- 15- Ministère de l'économie et des finances du Sénégal, 2005 «Sénégal : à la recherche d'une stratégie de croissance accélérée »

-16- Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal, 2005 « Problématique de l'accélération de la croissance au Sénégal »

d'investir et rendre plus transparentes les différentes dispositions légales en applications afin d'attirer beaucoup plus d'IDE.

Dans le cadre d'une politique de favorisation des règles transparentes et prévisibles, le pays doit éviter toute extravagance macroéconomique.

➤ **L'éducation**

On doit veiller à ce que les dépenses d'éducation soient efficaces. Les formations doivent être adaptées aux réalités du pays, et maintenir aussi longtemps que possible les jeunes à l'école car le phénomène de déperdition scolaire est l'un des principaux handicaps de notre système d'éducation. La bonne formation mais surtout la motivation des enseignants méritent un traitement beaucoup plus sérieux pour que le système éducatif sénégalais puisse atteindre les résultats escomptés. Les distorsions, sur plusieurs plans, telle que l'éducation, qui existent entre les différentes régions et les différentes couches sociales doivent être fortement réduites.

L'efficience des dépenses en éducation est fondamentale. En effet un Pays qui investit 10% de son PIB peut avoir un résultat meilleur que celui qui investit 50% de son PIB, si les ressources sont mal gérées ou détournées. Cela dit, les 40% du PIB que le Sénégal investit dans l'éducation ne peuvent pas avoir un effet très déterminant si les ressources ne sont pas gérées de façon saine et efficace.

➤ **L'industrie**

Le pays doit investir dans des activités ayant une intensité capitaliste assez élevée. L'industrie manufacturière doit être développée pour pouvoir exporter à terme des produits manufacturiers afin de modifier la structure de nos exportations dominées par des produits agricoles et des produits chimiques. Dans cette même lancée les activités des principales industries du Pays comme Industries Chimiques du Sénégal doivent être relancées et mises hors gestion politicienne.

Et aussi toute sorte d'industrie de substitution aux importations doit être découragée si les avantages comparatifs du pays ne le permettent pas. La promotion de l'industrie nécessite une bonne politique de l'énergie car les nombreux délestages de la SENELEC, décourage tout industriel voulant s'installer au Sénégal.

➤ **La décentralisation** □

La décentralisation est nécessaire pour diminuer la très forte densité de la région de Dakar (la capitale) afin que l'important problème pour trouver des sites industriels aménagés à Dakar,

puisse être résolu. En effet l'APIX a constaté que de 2001 à Mai 2004, sur un volume d'investissements agréés de 1074 millions de dollar USD, seuls 497 millions US ont été réalisés. ce qui donne un taux de réalisation de 46% En ce qui concerne l'engorgement de Dakar et la disponibilité de sites industriels aménagés dans la capitale, le gouvernement est en train de mettre en œuvre respectivement un programme de mobilité urbaine financé par la Banque Mondiale et un programme d'aménagement par un privé de 50 ha destinés à des sites industriels à Diamniadio, à trente kilomètres de Dakar ¹⁷. □

La décentralisation doit être accompagnée par la construction d'infrastructures de base dans toutes les régions du Sénégal. Cela devrait être suivi par le transfert de plusieurs services administratifs et directions générales dans les régions. Par exemple on pourra transférer les directions générales suivantes : la SODEFITEX à Tambacounda, l'ISRA et l'ITA à Ziguinchor, les parcs nationaux à Saint Louis, l'élevage à Louga. Cette solution nous semble plus efficace et plus économe qu'un transfert de capitale.

➤ ***La passation des marchés publics*** □

La transparence dans la passation des marchés publics n'est pas ce qu'elle devrait être. La corruption est bien présente dans ce domaine, malgré la mise en œuvre du nouveau code des investissements en 2002, certains continuent d'être attribués de gré à gré. Nous pouvons citer comme exemple l'attribution du projet de construction du nouvel aéroport international à une entreprise européenne ABB ¹⁸. □

Le renforcement du pouvoir du comité national de lutte contre la corruption, la non transparence, et la concussion pourrait assainir le secteur des marchés publics. Ce comité, mis en place en 2003, est dirigé par un magistrat et des membres issus du secteur privé et de la société civile. La corruption qui prend de plus en plus d'ampleur dans la magistrature et le fait que la justice soit intégralement contrôlée par l'exécutif qui l'utilise à son gré ne va pas faciliter le travail de ce comité. En effet les décisions de justice ne sont que ce sont le gouvernement veut.

Les condamnations d'hommes politiques et /ou d'hommes d'affaires se font, généralement, sur la demande de l'Etat à travers le Ministère de la justice qui saisit le procureur qui est directement sous sa tutelle. On les libère souvent dans des conditions obscures sans les avoir jugés.

-17-. Missions économiques régionales de Dakar, 2002, « Les flux d'IDE au Sénégal », Novembre 2002

-18 -.idem □□□□

Ainsi une bonne atmosphère juridique favorable qui pourra attirer davantage les investisseurs étrangers passe nécessairement d'un vrai pouvoir judiciaire, un judiciaire indépendant de l'exécutif est géré par des Hommes qui seront à la hauteur.

➤ ***Les investissements publics d'infrastructures***

Le pays doit beaucoup investir dans des infrastructures de base (routes, ponts, barrages, aéroports, ports, hôpitaux etc.). Par ailleurs, pour financer son programme d'infrastructures, le Gouvernement a choisi de promouvoir des partenariats entre secteurs public et privé et d'impliquer de façon plus accrue l'initiative privée dans la gestion des services d'infrastructures par la mise en place en 2002 d'un cadre de régulation économique et indépendant inspiré des meilleurs standards internationaux applicables en la matière. Cependant on n'a pas constaté une vraie amélioration sur ce plan. Beaucoup de routes nationales, par exemple, si elles ne sont pas de mauvais état, elles sont souvent très étroites. C'est ainsi que pour faire une distance de 467 kilomètres entre Dakar et Tambacounda, certaines voitures le font en plus de 10 heures de temps.

Parallèlement à l'autoroute à péage entre Dakar et Thiès (elle est en construction), d'autres voies doivent exister afin de faciliter l'entrée et la sortie des véhicules à Dakar, ce qui constitue actuellement un véritable casse-tête pour les chauffeurs et passagers.

Sur ce plan des investissements publics d'infrastructures, le Sénégal doit bien appliquer les mesures suivantes prônées par le NEPAD, (NOPADA, p.22) citer par Abdoulaye Seck.

- Accroître le volume des investissements consacrés aux infrastructures en réduisant les risques auxquels les investisseurs privés doivent faire face, en particulier en matière de politique et réglementation. Un accent particulier doit être porté à l'efficacité de ces investissements, notamment dans les procédures de passation de marchés publics et de contrôle de l'exécution, en évitant les pratiques de corruption ;
- Edifier les bases de compétences adéquates en technologies et en ingénierie pour installer, exploiter et entretenir en Afrique des réseaux d'infrastructures solides ;
- Améliorer l'accès aux infrastructures et les rendre plus abordables et fiables, particulièrement pour les entreprises. Il s'agit entre autres d'abolir les innombrables péages le long des routes, de réduire les tracasseries administratives liées aux formalités de transport, et de sécuriser les voies de communication ;
- Améliorer la coopération et le commerce au niveau régional grâce à des meilleures connexions transfrontalières des infrastructures.

CONCLUSION

L'investissement direct étranger (IDE) fait partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace et constitue l'un des principaux catalyseurs du développement. Les avantages qu'il procure ne se manifestent cependant pas de manière automatique et se répartissent inégalement entre les pays, les secteurs et les collectivités locales.

Les politiques nationales et le cadre international de l'investissement jouent un rôle déterminant pour attirer des IDE vers un plus grand nombre de pays en développement. C'est aux pays d'accueil qu'il incombe de mettre en place des conditions générales, transparentes et favorables à l'investissement et de renforcer les capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour les exploiter.

L'IDE a besoin pour être réalisé et d'une rentabilité rapide et de niveaux de services et de revenus compatibles avec l'étalement de son amortissement sur le moyen terme.

D'un point de vue théorique, l'IDE semble être un acteur majeur de la croissance et du développement économique. En agissant à travers plusieurs canaux, l'IDE pourrait être d'une grande utilité pour les PED, en l'occurrence le Sénégal.

Notre étude a montré que l'IDE et la croissance économique interagissent positivement. Mais cette interaction est faible aucune de ces deux variables n'a un impact significatif sur l'autre.

La croissance serait plus forte si l'IDE parvenne à agir significativement sur celle-ci. Cela passe nécessairement à notre avis par l'injonction d'un volume (très) élevé d'IDE au Sénégal c'est le cas pour les économies en transition (Brésil, Argentine, Malaisie, Taiwan, Singapour etc.)

L'investissement a besoin d'un environnement socio-économique stable et d'un cadre juridique approprié.

Les retombées de l'IDE ne semblent pas être de taille, pour générer une croissance positive. Notons, cependant, que notre étude contient certaines insuffisances. En effet, nous avons supposé que toutes nos variables étaient linéaires et omis certaines variables clef comme le taux

d'intérêt et le taux de change même s'ils ne sont pas très déterminants au Sénégal. De même que nous n'avons intégré aucune variable qualitative dans notre travail.

Ainsi, il faut signaler que l'étude de l'impact de l'IDE sur la croissance économique est beaucoup plus complexe, qu'on le croit réellement, d'autant que, ses effets sur celle-ci sont à la fois directs et indirects. L'analyse se complique davantage du fait que cet impact dépend étroitement du mode d'implantation du secteur d'activité, de la concurrence entre les FMN et les firmes locales, et du degré du développement du pays d'accueil entre autres raisons.

Nous croyons qu'il est beaucoup plus difficile de tirer profit des investisseurs étrangers que de les convaincre à venir s'installer dans le pays d'accueil, surtout que, ces investisseurs ne sont pas toujours là, où les besoins les plus pressants se font sentir.

Dés lors, le plus grand défi du Sénégal est de savoir comment tirer avantage de la présence des FMN sur son territoire et comment faire pour que celles-ci deviennent une composante active dans la croissance et le développement économique. Cela nécessite la mise en place d'une bonne politique qui pourra sécuriser davantage les investissements dans le but de leur donner une rentabilité rapide et élevée.

A cet égard, plusieurs questions peuvent être posées : l'intervention de l'Etat est-il souhaitable pour négocier avec les investisseurs étrangers et les responsabiliser à faire mieux ? Si c'est le cas un jeu de coopération Sud-Sud pourrait-il apporter quelque chose ? Un anti-monde sans IDE serait-il mieux pour ces pays ? L'effet de l'IDE sur la croissance peut-il être réellement mesuré ?

Cette dernière question est nécessaire d'autant que l'économie sénégalaise tributaire de la production agricole. En effet, une année très pluvieuse connaîtra certainement un taux de croissance élevé qui peut être assimilé, à tort, à l'effet de l'investissement direct étranger.

Nous espérons qu'une bonne étude de l'impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique donnerait des résultats beaucoup plus satisfaisants si l'on parvient, entre autres, de trouver des réponses convaincantes à ces questions.

BIBLIOGRAPHIE

- Agosin, M. & Mayer, R. (2000), « Foreign Direct Investment In Developing Countries : Does it Crowd in Domestic Investment ? » UNCTAD Discussion paper No. 146
- Alaya Marouane (2004), « Investissement direct étranger et croissance économique : Le cas de la Tunisie », C.E.D, Université Montesquieu-Bordeaux IV
- Alaya Marouane (2006), « Investissement direct étranger et croissance économique : une estimation à partir d'un modèle structurel pour les Pays de la Rive Sud de la Méditerranée », C.E.D, Université Montesquieu-Bordeaux IV
- Artur Patrick. (1993), « Croissance endogène : revue des modèles et tentatives de synthèse », *Revue économique*, n.2 (mars) ,189-228
- Baharumshah Ahmad, Thanoon Marwan Abdul-Malik (2006), « Foreign capital flows and economic in East Asian countries ». *China Economics Review* 17, 70-83.
- Balasubramanyam, V. N., Salisu, M., & Sapsford, D. (1996). « Foreign direct investment and growth in EP and IS Countries ». *Economic Journal*, 106, 92
- Barro, R., & Sala-i-Martin, X. (1995). « *Economic growth* ». New York : McGraw
- Blomstrom, M., Lipsey, R.E & Zejan, M. (1992), « What Explain Developing Country Growth ? » NBER working paper No.34.
- Blomstrom, M., Kokko, A. and Zejan, M. (2000), « Foreign Direct Investment : Firm and Host country Strategies », London : Macmillan Press, and New York : St. Martins Press.
- Borensztein, E., De Gregoric, J., & Lee, J. -W. (1998). « How does foreign direct investment affect economic growth ? » *Journal of International Economics*, 45(1), 115–135
- Caves, R. (1996), *Multinational Enterprise and Economic analysis*, second edition, Cambridge University press, Cambridge.
- CNUCED (1999), *World Investment Report : Foreign Direct Investment and the Challenge of Development*. New York and Geneva, United Nations
- CNUCED (2002), *World Development Report : Transnational Corporation and Export Competitiveness*, New York and Geneva, United Nations.
- CNUCED (2005), « Le Développement Economique en Afrique : Repenser le Rôle de l'investissement étranger direct », Nation Unies, New York et Genève.
- CNUCED (2005), *Foreign Direct Investment Database* (on line)

- De Gregoric, J. (1992), « Economic growth in Latin America », *Journal of Development Economics* 39, 59–83.
- Deepak Mishra, Ashoka Mody et Antu Panni Murshid (2001), « Mouvements et croissance de capitaux privés », *Revue trimestrielle du FMI*, juin, Vol.38, numéro 2.
- Lipsey, R. and Sjöholm, F. (2004), « Foreign Direct Investment and Wages in Indonesian Manufacturing ». *Journal of Development Economics*, Vol. 73, pp.415-422.
- Marwah Kanta, Tavakoli Akbar. (2004), « The effect of foreign capital and imports on economic growth : further evidence from four Asian countries (1970-1998). » *Journal of Asian Economics* 15, 399-413.
- Mbaye Ahmadou Aly et Golub Stepphan (2005), *Convergence en productivité : le Sénégal dans l'économie mondiale*, CREA-Université Cheikh Anta Diop de Dakar.
- OCDE (2002), *L'investissement direct étranger au service du développement : optimiser les avantages minimiser les coûts*, Paris.
- OCDE (2002), « Foreign Direct investment for Development : Maximising Benefits-Minimising costs : overview »
- OCDE (2002, « Growth, Technology transe rand Foreign Direct Investment », *OCDE global forum on International : New Horizons and policy challenge for Foreign Direct Investment in the 21 century*
- Reisen Helmut and Soto Marcelo (2001), « Which types of Capital Inflows foster Development Country Growth ? », OCDE
- Ritchie, B. (2001), « Foreign Direct Investment and Intellectual Capital Formation in Asia », *Technical Meeting on FDI, Human Capital and Education in Developing Countries*, 13-14 December, OECD Development Centre, Paris.
- Roma Rana (2003), « Développer un système financier ouvert : La volatilité du marché financier international. », *Chronique ONU*.
- Seck Abdoulaye (2002), « Analyse économique des décisions d'investissement privé au Sénégal », PTCI-Dakar, Mémoire de DEA
- Soto, M. (2000), « Capital flows and growth in developing countries : recent empirical evidence », *Technical Paper no. 160*, OECD Development Centre, Paris.

ANNEXES

Annexe1 : Les variables du modèle

| Années | CR | IDE | EXP | COMPT | KH | INF |
|--------|---------|----------|----------|--------|--------|--------|
| 1980 | | 3.1000 | | | | 0.0033 |
| 1981 | 13.6244 | 9.3000 | 54.7849 | 1.5989 | 3.4915 | 0.0033 |
| 1982 | 15.3361 | 9.2000 | 8.9047 | 1.6067 | 3.3737 | 0.0033 |
| 1983 | 0.7686 | -13.2000 | 24.7334 | 1.7889 | 3.2636 | 0.0033 |
| 1984 | 8.9411 | 12.7000 | 8.0115 | 1.4051 | 3.1605 | 0.0034 |
| 1985 | 9.6791 | -7.1000 | -7.8006 | 1.3277 | 3.0637 | 0.0035 |
| 1986 | 6.2201 | -2.9000 | -3.7906 | 1.3380 | 2.9726 | 0.0038 |
| 1987 | 1.7204 | -1.2000 | -9.6703 | 1.6244 | 2.8868 | 0.0041 |
| 1988 | -4.5290 | 4.5000 | 2.8271 | 1.8634 | 2.8058 | 0.0042 |
| 1989 | 2.8448 | 8.6000 | 15.8373 | 1.8829 | 2.7292 | 0.0051 |
| 1990 | -3.2852 | 15.5000 | 3.1533 | 2.2978 | 2.6567 | 0.0060 |
| 1991 | -0.6744 | -2.1000 | -7.4741 | 2.3230 | 3.1346 | 0.0065 |
| 1992 | -2.3246 | 5.7000 | -2.9289 | 2.9727 | 3.0393 | 0.0075 |
| 1993 | -1.5889 | -0.2000 | -8.2668 | 2.6274 | 2.9496 | 0.0081 |
| 1994 | 30.7286 | 37.1000 | 109.7682 | 1.8000 | 2.8651 | 0.0089 |
| 1995 | 10.0419 | 15.8000 | 9.9651 | 1.8383 | 2.7853 | 0.0098 |
| 1996 | 3.7549 | 3.8000 | -6.9692 | 1.6409 | 2.7887 | 0.0111 |
| 1997 | 3.0030 | 102.7000 | 6.5292 | 1.5776 | 2.7130 | 0.0132 |
| 1998 | 4.8155 | 41.7000 | 10.3377 | 2.6533 | 2.6414 | 0.0155 |
| 1999 | 4.2314 | 94.4000 | 8.1101 | 2.7570 | 2.5734 | 0.0179 |
| 2000 | 2.2016 | 44.8000 | 4.7040 | 2.4647 | 2.5088 | 0.0216 |
| 2001 | 4.3256 | 23.5000 | 10.3934 | 2.8103 | 2.5861 | 0.0242 |
| 2002 | 1.5527 | 54.4000 | 3.3340 | 2.6936 | 2.5961 | 0.0223 |
| 2003 | 3.7085 | 61.9000 | -0.0041 | 2.8557 | 2.6400 | 0.0221 |

Sources : APIX-DPS

CR =taux de croissance du PIB par habitant

IDE = investissement direct étranger en milliards de Franc CFA

EXP = taux de croissance des exportations

KH = indicateur de capital humain mesuré par la variation du taux d'alphabétisation

COMPT= indicateur de compétitivité

INF = indicateur d'infrastructures mesuré par les lignes téléphoniques pour 1000 habitants

Annexe 2 :L'estimation des équations du modèle

a) L'investissement direct étranger

| | | | | |
|---|-------------|--------------------|-------------|----------|
| Dependent Variable: IDE | | | | |
| Method: Two-Stage Least Squares | | | | |
| Sample(adjusted): 1981 2003 | | | | |
| Included observations: 23 after adjusting endpoints | | | | |
| Instrument list: C EXP KH COMPT INF | | | | |
| | | | | |
| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
| | | | | |
| C | 1.207129 | 27.88108 | 0.043296 | 0.9659 |
| CR | 0.604487 | 0.905247 | 0.667759 | 0.5123 |
| COMPT | -7.914694 | 15.04328 | -0.526128 | 0.6049 |
| INF | 3.496405 | 1.033683 | 3.382473 | 0.0031 |
| | | | | |
| R-squared | 0.505752 | Mean dependent var | | 22.56087 |
| Adjusted R-squared | 0.427713 | S.D. dependent var | | 31.20298 |
| S.E. of regression | 23.60495 | Sum squared resid | | 10586.68 |
| F-statistic | 6.560102 | Durbin-Watson stat | | 2.162586 |
| Prob(F-statistic) | 0.00314 | | | |
| | | | | |

b) La croissance

| | | | | |
|---|-------------|--------------------|-------------|----------|
| Dependent Variable: CR | | | | |
| Method: Two-Stage Least Squares | | | | |
| Sample(adjusted): 1981 2003 | | | | |
| Included observations: 23 after adjusting endpoints | | | | |
| Instrument list: C EXP KH COMPT INF | | | | |
| | | | | |
| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
| | | | | |
| C | -38.14531 | 26.06084 | -1.463702 | 0.1596 |
| IDE | 0.125912 | 0.099758 | 1.262165 | 0.2222 |
| EXP | 0.187048 | 0.054218 | 3.449907 | 0.0027 |
| KH | 13.3369 | 8.464988 | 1.575537 | 0.1316 |
| | | | | |
| R-squared | 0.545601 | Mean dependent var | | 5.004183 |
| Adjusted R-squared | 0.473853 | S.D. dependent var | | 7.560442 |
| S.E. of regression | 5.48404 | Sum squared resid | | 571.4191 |
| F-statistic | 9.382236 | Durbin-Watson stat | | 1.88429 |
| SProb(F-statistic) | 0.000512 | | | |
| | | | | |